

# *l'Anti*capitaliste

*De Ragg est parti mais leur politique reste...*



# DEHORS CE GOUVERNEMENT !

## Dossier

### DES EXPOS DE L'ÉTÉ

Pages 6 et 7

**ÉDITO**  
Pour Adama, et touTEs les autres  
Page 2

**PREMIER PLAN**  
Football. L'Algérie en finale,  
un pied de nez à Macron  
et Gaïd Salah  
Page 3



**ACTU POLITIQUE**  
Affaire Tapie. Petits  
arrangements entre amis?  
Page 4

**ACTU SOCIALE**  
Austérité. La santé  
publique en péril  
Page 8



édito

Par JULIEN SALINGUE

## Pour Adama, et touTEs les autres

Le 20 juillet, trois ans après la mort d'Adama Traoré, tué le jour de ses 24 ans par des gendarmes après son interpellation à Beaumont-sur-Oise, une grande marche est organisée. Pour que justice soit faite et vérité soit rendue. Mais aussi, comme le rappellent les organisateurEs de la marche, pour «riposter à l'autoritarisme».

Trois ans après, le mensonge d'État concernant la mort d'Adama Traoré se poursuit. On a voulu faire passer ce crime raciste pour un faits divers. On a voulu fausser l'autopsie et nous faire croire qu'il était mort de maladie. On a voulu empêcher sa famille d'organiser la lutte pour la vérité, en jetant un à un ses frères en prison.

Mais la famille d'Adama a tenu. Sa sœur Assa a pris la tête du combat pour la mémoire de son frère et, au-delà, comme elle le répète souvent, pour celle de tous les jeunes hommes des quartiers populaires victimes des violences perpétrées par les forces dites «de l'ordre». Et le «combat Adama» est finalement devenu une question politique majeure.

Que de chemin parcouru depuis trois ans. Mais aussi que de violences policières. Contre les jeunes des quartiers, encore et toujours. Contre les migrantEs, les militantEs, les manifestantEs, les journalistes, les Gilets jaunes. Contre toutes celles et tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, refusent de se résigner, de baisser les yeux, de rentrer chez eux.

Et que de mensonges d'État. Où est Steve? Qui a tué Zineb? Pourquoi l'arme qui a tué Babacar Gueye a-t-elle disparu? Des questions sans réponse, qui sont le nom d'autant de scandales qui auraient dû, depuis longtemps et au même titre que le déchaînement de violences policières à grand renfort d'armes de guerre, conduire à des condamnations et à des démissions.

C'est pourquoi nous manifesterons le 20 juillet à Beaumont-sur-Oise, au côté des proches d'Adama Traoré, des familles d'autres victimes des flics, mais aussi de toutes celles et tous ceux, et l'on espère qu'ils et elles seront nombreux, qui ont conscience que céder face à la gouvernance autoritaire de Macron, c'est se condamner à ne plus pouvoir lutter demain.

Nous manifesterons le 20 juillet à Beaumont-sur-Oise, pour dire notre refus de la violence et des mensonges d'État, et notre détermination à renverser la vapeur face à un pouvoir qui a fait le choix de l'épreuve de force. Pour Adama, pour touTEs les autres, pour leur mémoire, pour la justice, pour nos droits.

**BIEN DIT**  
**On veut du homard.**

Un groupe de manifestantEs sur les Champs-Élysées, 14 juillet 2019.

# À la Une

## De Rugy est parti mais leur politique reste... Dehors ce gouvernement!

Face à l'ampleur de la crise, le numéro 2 du gouvernement François de Rugy a fini par démissionner. Il faut dire que les révélations concernant ses pratiques illégales (et scandaleuses) commençaient à s'accumuler. Une affaire qui confirme que les mœurs du «nouveau monde» ne sont guère nouvelles, une démission qui témoigne de la fragilité du gouvernement, mais qui ne doit pas faire illusion: leur politique est toujours là, et la lutte contre Macron et son monde doit se poursuivre et s'amplifier.

Le 14 juillet, Macron et son gouvernement nous avaient infligé une nouvelle démonstration de leurs choix politiques de plus en plus violents. D'un côté, contre les classes populaires, la mise en œuvre de méthodes sécuritaires incluant cette ineptie intellectuelle qu'est la «répression préventive»; de l'autre, la solidarité sans faille avec les puissants même s'ils mentent et dilapident l'argent public. Le 14 juillet, c'était en effet la garde à vue pour une dizaine de Gilets jaunes (dont Jérôme Rodrigues et Maxime Nicolle) pendant que celui qui était toujours numéro deux du gouvernement, François de Rugy, se pavanait dans la tribune officielle. Tout un symbole.

**Ils tapent mais on ne plie pas**  
Dépourvu de légitimité électorale (3,5 millions de voix en moins aux européennes par rapport au 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle), contesté par les mobilisations des Gilets jaunes, des urgentistes, des enseignantEs, des jeunes sur la question climatique, le gouvernement ne peut que renforcer et diversifier les méthodes autoritaires pour passer en force. Depuis le mois de novembre, le gouvernement de Macron a buté sur son incapacité à convaincre les différents secteurs de la population contestant sa politique au service des «premiers de cordée» qui ajoute, à l'injustice sociale, un mépris assez inédit de touTEs les autres.

Du côté des enseignantEs qui continuent de refuser le passage en force des réformes Blanquer, la grève des examens sous ses diverses formes a fait de ce bac un cru exceptionnel, comparable à celui de 1968. Et toutes les gesticulations de Blanquer parlant de «sabotage», de «sacrilège», de «tentative de déstabilisation scandaleuse» pour justifier des menaces

de sanctions ont été sans effet sur la majorité des enseignantEs. De même, la ministre de la Santé Agnès Buzyn, en visite aux urgences de La Rochelle, s'est retrouvée face à 150 urgentistes la poursuivant pendant deux heures, incapable de les convaincre que le gouvernement aurait lâché le maximum et qu'il ne leur reste qu'à trouver «une organisation pour mieux travailler». Bilan: elle a dû être exfiltrée de l'hôpital. Enfin le 14 juillet, la grande fête de «concorde nationale», dans laquelle Macron prétendait rassembler la «nation» derrière son armée ultramoderne (au prix de milliards d'euros que l'on ne trouve jamais pour les besoins sociaux), a été «gâchée» par les Gilets jaunes. Car si l'armée française a pu faire voler un homme sur la place de la Concorde, la préfecture de police de Paris n'a pas pu empêcher les Gilets jaunes de manifester sur les Champs-Élysées pour la 1<sup>re</sup> fois depuis le 16 mars, ni de siffler Macron en réclamant sa

démission au moment où celui-ci se pavanait sur son command-car. Pourtant la préfecture y avait mis les moyens: arrestations préventives, dizaines d'interpellations suite à des fouilles massives. Mais les forces dites de l'ordre ont mis des heures pour dégager les Champs-Élysées, gâzant copieusement les touristes.

### C'est ce système qu'il faut changer

Par contre, et cela dit beaucoup de la nature de ce gouvernement, la solidarité est sans faille, jusqu'à aggraver l'instabilité du gouvernement, avec les possédants et leurs représentants politiques. On pourrait citer, alors que le gouvernement ne sait pas comment boucler le budget, le report de l'annulation de certains crédits d'impôts aux entreprises qui préserveront ainsi les profits des actionnaires. Mais ce sont surtout les «affaires» qui, après le feuilleton sans fin Benalla, rebondissent ces derniers jours, révélant l'ADN de

celles et ceux qui se présentaient «en rupture» avec le vieux monde des politiciens.

Avec le cas de François de Rugy, le gouvernement était directement sur la sellette. Et ce n'est pas le discours selon lequel «il n'y a rien d'illégal, les dîners informels cela se fait dans tous les ministères» qui pouvait faire rentrer les choses dans l'ordre. Normal, les bouteilles de vin à 500 euros, pour déguster des homards entre gens de bonne compagnie qui échangent ainsi tranquillement sur les voies et les moyens de faire avancer les intérêts de chacun? Normal, le sèche-cheveux à 499 euros? Ou les 63000 euros pour rénover le taudis (à en croire Rugy) abandonné par Hulot au ministère de l'Écologie?

Révoltant, lorsque cela vient des mêmes qui font péter les plombs aux salariéEs de la fonction publique en ruinant leurs conditions de travail, qui grattent sur les indemnités des privéEs d'emploi et s'interrogent sur la meilleure temporalité pour rallonger la durée des cotisations et diminuer les pensions de retraite! En pleine tempête, et alors que *Mediapart* annonçait que de nouvelles révélations allaient être publiées, Rugy, en bon fusible, a finalement donné sa démission.

En réalité, *Mediapart* a levé un tout petit coin du voile qui recouvre pudiquement le mode de vie de ce monde d'ultra-riches, et par là-même ravivé le souffle de la révolte contre ce gouvernement de riches pour les riches. Car nous ne pouvons rien attendre d'autre de ce pouvoir qu'un renforcement des attaques antisociales et de son autoritarisme. En réponse, il y a urgence à construire dans la rue et les mobilisations un front de résistance solidaire du monde du travail, de la jeunesse et des quartiers populaires.

Cathy Billard

DE RUGY S'EXPLIQUE SUR SES FRAIS DE BOUCHE



CHARMAG

## HÔPITAL

### Les grèves aux urgences se poursuivent: l'exemple de Besançon

À Besançon, un premier mouvement de grève d'un peu plus d'un mois a eu lieu à l'automne 2018. Ce mouvement faisait suite à une expertise extérieure demandée par le CHSCT sur laquelle la DG avait voulu s'asseoir. Sous la pression des agentEs, des syndicats et de l'inspection du travail, il en était sorti 63 mesures à moyen et/ou long terme, et un renfort en personnel pour l'hiver.

En avril, la direction a repoussé d'un mois ce renfort indispensable au fonctionnement minimal du service la nuit, puis l'a supprimé en mai pour d'obscures raisons officielles. On peut imaginer l'austérité budgétaire derrière cette décision...

#### Manque de personnel

Un préavis de grève a été posé début mai. Une réunion entre directrice

générale (DG), DRH, Direction des soins infirmiers (DSI) et deux représentantEs par syndicat a été organisée. Le syndicat Sud, dont le secrétaire est infirmier aux urgences, a choisi de désigner, parmi ses deux représentantEs, une infirmière de nuit non syndiquée, qui a été virée par la DG dès le début de séance sans avoir pu s'exprimer du tout. Une réunion bien entendu infructueuse.

Le 14 mai la grève a donc recommencé, dans un contexte national tendu aux urgences, mais avec prioritairement des revendications locales portant essentiellement sur un besoin en personnel. Peu de temps après, le DG adjoint et la DRH adjointe ont convié les syndicats à une nouvelle réunion. Non pour proposer des postes, mais pour mettre la pression en lien avec une action médiatique annoncée sur

les réseaux sociaux, en demandant si les grévistes étaient organisateurs, si ils et elles soutenaient ou si ils et elles se désolidariseraient de celle-ci...

#### La grève s'organise

Dans le service, un groupe WhatsApp a été constitué, regroupant une soixantaine d'agentEs, et un lien avec le collectif inter-urgences national s'est créé. Certaines équipes très impliquées s'affichent clairement en grève (en travaillant par exemple avec un tee-shirt noir), d'autres collègues sont moins impliqués. Une distribution de tracts auprès des collègues de l'hôpital et des visiteurs a été organisée, mais sans le succès escompté.

Les cadres ont été et sont encore dans leur rôle de petits chefs, et ne prennent pas position pour leurs équipes. Peu de médecins affirment publiquement leur soutien, même si certainEs disent nous



# Un monde à changer

## MOURIR AU TRAVAIL, MAIS DISCRÈTEMENT.

Régulièrement des «spécialistes» et autres «experts» dénoncent le manque de visibilité, les faiblesses statistiques concernant les accidents, les morts, les suicides au travail. Ainsi la députée (LREM) Charlotte Lecocq qui, à la demande du gouvernement, a rendu en 2018 un rapport sur la santé au travail : «Cela m'a surpris quand on m'a confié cette mission : la première chose qu'on a faite, c'est de regarder les données, et on s'est aperçu que pour une partie du monde du travail, et notamment la fonction publique, il n'y avait rien».

En fait la réalité est connue depuis toujours. À la base, on trouve la sous-déclaration généralisée, organisée par les employeurs, des accidents du travail, estimée à plus de 40%<sup>1</sup>. Dans le même sens l'incidence des conditions de travail sur la santé et notamment en matière de cancer est dramatiquement sous-estimée, noyée dans des causes individuelles ou sociétales voire régionales. Par exemple, chez les hommes, l'écart entre cadres et ouvriers concernant la proportion de fumeurs est de l'ordre de 20%, quand l'excès de risque de mortalité précoce par cancer chez les ouvriers par rapport aux cadres est de l'ordre de 200%. Le développement

de la sous-traitance, de l'intérim tend à masquer la persistance d'accidents dans des secteurs où les statistiques indiquent des progrès. L'exemple de l'amiante, le procès en cours pour France Télécom, même s'ils ont permis de donner une certaine visibilité aux questions de santé au travail, ont également mis en évidence la redoutable résistance des employeurs et de l'État à reconnaître leurs responsabilités. Et ce n'est pas le rapport évoqué ci-dessus qui doit nous rassurer. Des chefs d'entreprise y suggèrent de privilégier «une relation bienveillante» avec les employeurs, «dirigée vers le conseil et l'accompagnement avant contrôle et éventuelle sanction» et la députée affirme : «Notre message, c'est que l'investissement dans la santé et la sécurité au travail est un levier de la performance globale de l'entreprise», comparant la prévention des risques professionnels à une «dynamique dans laquelle s'engager avec un retour sur investissement». Dans la foulée de France Télécom, s'agit-il d'appliquer, au secteur public, les méthodes de management du privé ?

1 - Résultats de l'enquête Conditions de travail 2013 de la DARES et nombre d'accidents reconnus par la branche AT/MP en 2015.

## FOOTBALL L'Algérie en finale, un pied de nez à Macron et Gaïd Salah

La demi-finale de la Coupe d'Afrique des Nations a coïncidé avec les célébrations du 14 juillet en France. Une occasion d'observer que les rapports coloniaux fonctionnent toujours, mais qu'ils sont contestés par la jeunesse.

D'un côté, l'arrogance militaire de l'État français s'étale avec le défilé sur les Champs-Élysées, suivi de fastueux feux d'artifice. De l'autre, des Sénégalais, des Algériens mais aussi des jeunes de tous les horizons font la fête dans les quartiers populaires suite à la victoire de leurs équipes. Cette fête est non seulement ignorée par les pouvoirs publics et les autorités locales, mais surtout perçue sous le prisme du sécuritaire. Toute la soirée, les télévisions se sont inquiétées de savoir si la soirée allait «dégénérer», répétant à l'envi «jusqu'ici, tout se passe bien, il n'y a pas de débordement».



DR

### Le colonialisme à la Une

Pour le pouvoir, pour les grands médias, il y a des fêtes acceptables, comme la victoire de la France à la Coupe du monde de 2018, qui avait pourtant donné lieu à 292 interpellations. Et il y a des fêtes intolérables, car elles sont le fait de Franco-algériens. Et dans les deux cas, une police qui réprime la joie des catégories populaires,

et qui cible au faciès. Et, quand certains journalistes voient d'un bon œil la mobilisation populaire, c'est pour se féliciter du succès de la francophonie, comme dimanche soir sur BFM-TV !

On est au cœur du traitement colonial des populations immigrées et de leur descendance. Celui-ci est attisé par les propos d'élus de droite et du RN, qui nient continuellement l'existence d'un pays multiculturel,

et d'une histoire qui transcende les frontières. Or, ce que révèlent les scènes de liesse populaire, c'est le besoin de reconnaissance des identités multiples. Et la réponse cinglante de Riyad Mahrez, qui a marqué un but décisif pour l'Algérie, à un élu du RN (voir «No comment») illustre que les questions politiques se sont invitées dans la CAN : «Le coup franc était pour toi. On est ensemble.» Mahrez est un

joueur binational, comme la moitié de l'équipe d'Algérie. Cette victoire est aussi celle de la jeunesse contre les racistes.

### Les stades contre le pouvoir

Quelques heures plus tard, les joueurs de foot ont également repris des slogans de la mobilisation algérienne contre le pouvoir. Il faut dire qu'en Algérie, les scènes de liesse populaire pour la victoire de l'équipe nationale sont très liées aux manifestations du vendredi, qui ont puisé une bonne part de leur organisation, de leur dimension culturelle et de leur dynamique dans les stades. La chanson *La Casa del Mouradia*, dénonçant les conditions de vie et le régime, est née dans les tribunes des supporters. Alors que dans les pays impérialistes, les grandes messes du sport sont souvent le lieu du déchainement nationaliste et de l'intolérance, dans les pays dominés et où les libertés démocratiques sont limitées, les masses se saisissent fréquemment du sport pour contester le pouvoir. Les performances des joueurs font alors plus écho au potentiel d'une jeunesse capable de transformer la société, mais qui pour cela a besoin de renverser le capitalisme en France comme en Algérie.

Antoine Larrache et Sellouma

## Le chiffre 5 litres

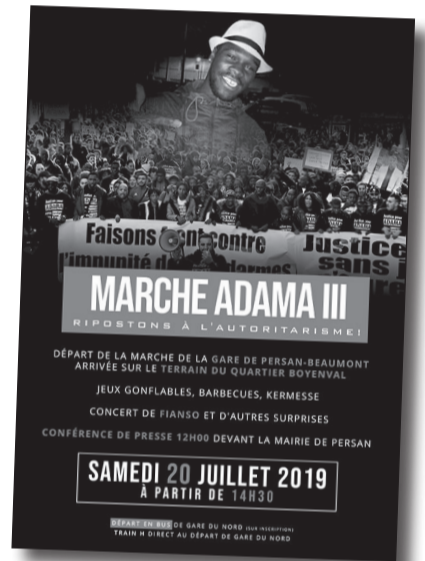
C'est le volume de gaz lacrymogène qui a été aspergé sur les manifestants écologistes assis sur le pont Sully le 28 juin 2019. Une quantité si élevée que, d'après un compte rendu policier révélé par Mediapart, le commandant chargé des opérations a subi «un malaise avec perte de connaissance par suffocation de gaz lacrymogène».



## Agenda

**Manifestation des Gilets Jaunes Acte 36.**

**Samedi 20 juillet, Marche «Adama III, ripostons à l'autoritarisme», Beaumont-sur-Oise (95).** À 14h30.



## NO COMMENT

Pour empêcher la poursuite des violences et des pillages, pour éviter la marée de drapeaux algériens, pour préserver notre fête nationale, n'attendez rien de Castaner. Faites confiance aux 11 joueurs nigériens ! #JeSoutiensLeNigeria.

JULIEN ODOUL, président du groupe RN au Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté, Twitter, 13 juillet 2019 (veille du match Nigeria-Algérie, remporté par l'Algérie).

soutenir. Les affiches et banderoles sont systématiquement enlevées et ne durent généralement que le temps d'un week-end.

Une première manif nationale ayant été organisée à Paris, deux grévistes de Besançon y sont allés et cela a un peu remobilisé les troupes. Le personnel a aussi rencontré l'Agence régionale de santé (ARS) qui a dit que des fonds d'urgence seraient débloqués à la demande de la ministre avant fin juin... Les grévistes attendent encore.

### Cinq infirmières en arrêt

Dans le service la galère a donc continué. Une équipe infirmière de nuit a fini par craquer : ses cinq membres ont été arrêtées par leurs médecins respectifs pour une ou deux semaines. La direction a alors pioché dans le personnel en service dans l'hôpital cette nuit-là pour remplacer au Service

d'accueil des urgences (SAU). Cela a mis en souffrance les services dépouillés (dont un service normé : les Soins intensifs de cardiologie, qui n'ont eu qu'une infirmière la nuit au lieu des deux réglementaires). Puis la direction a payé très cher les remplaçants qui venaient casser la grève, dont certains cadres, anciens collègues du SAU, payés en nuit sup de cadre.

La souffrance des collègues, ainsi que cette faculté pour la direction de trouver du personnel si «facilement» pour les remplacer a ressoudé encore plus les grévistes, et le mouvement est aujourd'hui très construit.

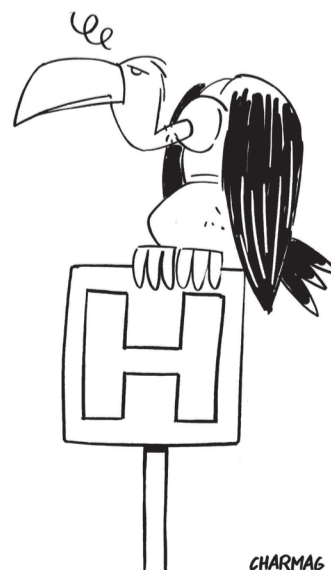
### Provocations de la direction

La direction du CHU a jeté de l'huile sur le feu en Conseil de surveillance et en CHSCT ; elle a méprisé les grévistes qui n'avaient, d'après elle, aucune

conscience professionnelle et qui étaient manipulés pour faire un coup médiatique. La DG a en outre convoqué un médecin du service, prétendant qu'il aurait témoigné anonymement sur France 3 (ce qu'il a nié), pour lui mettre la pression et a indiqué qu'elle allait mettre hors de danger les agentEs qui s'estimaient l'être (en clair, changer de service les cinq collègues en arrêt).

Une réponse à la DG a été faite par le personnel, sous forme de lettre ouverte aux membres de la CME et du Conseil de surveillance. Elle n'a pas souhaité la traiter autrement que comme une lettre anonyme si des noms d'agentEs n'apparaissaient pas. La réponse a été immédiate : une liste de 51 «signataires» vient de lui être communiquée. La lutte continue au moment où nous écrivons cet article.

CorrespondantEs



## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur  
de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



## ANTIRACISME

## Les « Gilets noirs » au Panthéon

Le 12 juillet, aux environs de 13 heures, plusieurs centaines de sans-papiers liés au mouvement des « Gilets noirs » ont investi le Panthéon, avec le soutien du collectif la Chapelle debout et de l'association Droits devant. Une action destinée à attirer l'attention du public et des autorités sur la situation des sans-papiers, et qui s'est soldée, une fois de plus, par une violente intervention policière.

Le tract distribué lors de l'occupation du Panthéon était explicite : « On est des sans-papiers, des sans-voix, des sans-visages pour la République française. On vient sur la tombe de vos grands hommes pour dénoncer vos profanations, celles des mémoires de nos camarades, de nos pères, de nos mères, de nos frères et sœurs en Méditerranée, dans les rues de Paris, dans les foyers et les prisons. » Pour les occupantEs et leurs soutiens, l'objectif était clair : faire parler de la situation des sans-papiers en France, plus généralement de la question des migrantEs, et exiger une rencontre avec le Premier ministre Édouard Philippe.



TWITTER THOMAS CLERGET

## Contre la loi asile-immigration

« [La loi asile-immigration] et les pratiques administratives des préfectures placées sous votre responsabilité ont entériné et aggravé les situations inextricables dans lesquelles se trouvent les dublinés, les demandeurs d'asile, les travailleurs sans-papiers, et tous les autres étrangers illégalisés présentEs sur le territoire français », expliquent les Gilets noirs, qui regroupent notamment des habitantEs de 43 foyers d'Île-de-France, dans une lettre ouverte à Édouard Philippe rendue publique lors de l'occupation. Et de dénoncer, entre autres, la chasse aux immigréEs, les destructions de campements, les rafles, le recours systématique aux centres de rétention administrative, les expulsions, etc. Pour seule réponse, les autorités ont envoyé les flics, qui ont rapidement pris position autour du Panthéon. Après près de 4 heures d'occupation sans incident, les organisateurs ont négocié une sortie des lieux, et obtenu l'engagement que, s'ils sortaient par l'arrière du Panthéon dans le calme, les occupantEs ne seraient pas inquiétés. Promesse de flic, malheureusement, puisque c'est une grande nasse qui attendait les occupantEs, et que les forces dites de l'ordre leur ont alors proposé une « solution » inacceptable : sortir unE par unE, avec contrôle d'identité.

## Une fois de plus, les coups de matraque

Face au refus des occupantEs, et le temps passant, les flics ont alors violemment chargé à plusieurs reprises et opéré des dizaines d'arrestations. Un journaliste de Basta présent sur les lieux raconte : « Brutalement, et sans sommation, les policiers procèdent à une première série d'arrestations. Bousculée par la violence de la manœuvre, une manifestante d'une cinquantaine d'années, à côté de nous, en tremble pendant de longues minutes, prostrée dans les bras d'une camarade. La scène se répète au moins trois fois, générant un climat de peur. À chacune, un groupe d'une vingtaine de policiers avance lentement, avant de brutalement "arracher" une ou plusieurs personnes directement au sein du groupe. Observer le calme, la froideur, avec lesquels l'approche est effectuée, de manière méthodique, est glaçant. »

Au total, 37 personnes seront interpellées, parmi lesquelles 16 seront conduites en centre de rétention. À l'heure où ces lignes sont écrites, 8 parmi ces dernières ont été relâchées, et l'on avait bon espoir que les 8 autres le soit aussi, en raison du caractère illégal des interpellations. Une chose est toutefois certaine : face aux légitimes revendications des sans-papiers, le gouvernement a une fois de plus fait le choix de la politique de la matraque. La mobilisation doit se poursuivre contre ce pouvoir raciste et autoritaire ! C.B.

## FÉMINICIDES Un enjeu de mobilisation pour le mouvement féministe en France

76 femmes ont été assassinées par leur conjoint ou ex, depuis le début de l'année en France. On compte déjà 305 féminicides depuis le début du quinquennat de Macron. Le constat est accablant. Dans la majorité des situations, les femmes avaient alerté et n'ont pas été écoutées.

Depuis plusieurs années, dans un contexte de capitalisme néolibéral féroce, une nouvelle génération de féministes s'est levée dans plusieurs pays du monde contre les féminicides en particulier et contre les violences plus globalement. Les féministes des années 1970 avaient mené des batailles pour que les violences soient reconnues et poursuivies (le qualificatif de viol conjugal est entré dans la loi en avril 2006). Ces militantes sont les premières témoins des ravages des politiques d'austérité. Elles voient les structures d'aide aux femmes qu'elles avaient construites, menacées, comme ce fut le cas pour l'Association européenne contre les violences faites aux femmes (AVFT) et bien d'autres.

Aujourd'hui, de nouveaux outils sont apparus avec les nouvelles générations, des militantes diffusent les informations sur les noms des victimes, des assassins, les circonstances de chaque féminicide... afin de leur redonner toute leur dimension humaine et politique, pour rompre avec leur invisibilisation. Ceci rend plus aigu et plus insupportable l'écart entre les discours et la réalité de la politique du gouvernement : beaucoup de com' et pas de moyens.

## La « grande cause du quinquennat » de Macron ?

C'est pourquoi, depuis un mois, les associations féministes montent au créneau, se regroupent pour



TWITTER ELSA GALERA

dénoncer l'inaction du gouvernement, d'abord les Femen, puis #Onarrêtetoutes au Panthéon, le Collectif des familles à République, la Fondation des Femmes, Nous Toutes, etc.

Le gouvernement, qui avait déclaré les violences faites aux femmes « grande cause du quinquennat », n'a pas d'autre choix que d'essayer de noyer le poisson. C'est pourquoi il se saisit de la proposition du « Grenelle sur les violences conjugales ». En anticipant des négociations « à froid », en essayant de diviser, il espère s'en sortir à moindres frais. Les associations féministes ne doivent pas tomber dans le piège, mais privilégier l'unité d'action pour développer un mouvement féministe fort, capable d'imposer une politique ambitieuse

avec les moyens nécessaires pour lutter contre les violences.

Les associations féministes ont des idées précises, issues de leur expérience. Il faut rediscuter d'une loi cadre contre les violences comme dans l'État espagnol. Un projet a déjà été travaillé et rendu public, en 2007 et en 2013, à l'initiative des associations féministes du CNDF. Il faut que cette proposition soit rediscutée par le mouvement féministe dans un processus de débat démocratique.

## Pour un mouvement féministe massif et unitaire

Mais tout de suite il faut débloquer un budget d'un milliard d'euros minimum, comme dans l'État espagnol. Ce chiffre est à comparer

au coût social des violences faites aux femmes estimé à 3,6 milliards d'euros, en 2012, par une commission d'experts à la demande du ministère des Droits des femmes.

Il faut aussi exiger du gouvernement des mesures immédiates : mises sous protection effective dès la première alerte ; simplification des démarches pour porter plainte, pour quitter le domicile familial, accès facilité aux services de santé spécialisés ; des personnels spécialisés et formés en nombre suffisant dans tous les services concernés (police, justice, santé, éducation...) ; il faut que la loi soit appliquée, l'agresseur éloigné ou mis en détention pour protéger la victime ; plus de places d'hébergement sécurisés pour les femmes et leurs enfants ; des dispositifs pour que les femmes conservent leur emploi ou puissent en retrouver un rapidement ; un accès au droit d'asile immédiat pour les femmes étrangères soumises à des violences sexistes et sexuelles ; plus de moyens aux associations féministes qui assurent des missions de service public ; une grande campagne d'information et d'éducation sur les féminicides, les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes.

Pour le mouvement féministe, l'enjeu est de taille. Pour que la donne change, il faut imposer une politique ambitieuse et des moyens puissants. Pour cela il faut retrouver un rapport de forces conséquent, reconstituer l'unité la plus large autour d'actions ; mobiliser les femmes partout dans tous les lieux ; appeler à la constitution de groupes ou de collectifs, favoriser leur coordination, préparer un 25 novembre 2019 massif et unitaire !

**Commission nationale d'intervention féministe**

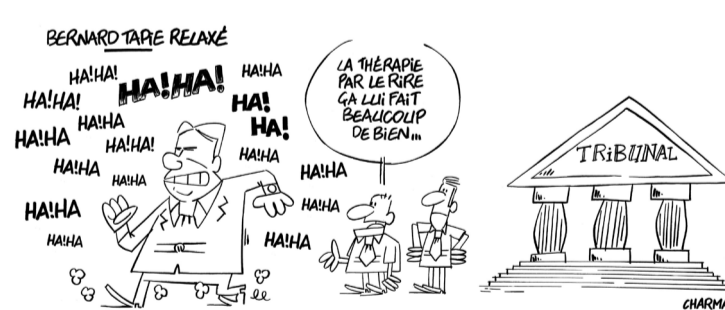
## AFFAIRE TAPIE Petits arrangements entre amis ?

Le mardi 9 juillet, le tribunal correctionnel de Paris a prononcé la relaxe de Bernard Tapie et des cinq autres prévenus dans l'affaire dite « de l'arbitrage ». Une relaxe qui survient au terme de plus de 25 ans de saga judiciaire, dans laquelle il est difficile de se retrouver tant les méandres sont nombreux. Une affaire qui n'est pas terminée puisque le parquet a annoncé, le 16 juillet, son intention de faire appel, contrairement aux déclarations initiales de la ministre de la Justice.

Impossible de synthétiser l'ensemble des épisodes de cette affaire Tapie. En résumé : en février 1993, Bernard Tapie cède le groupe Adidas, par l'intermédiaire du Crédit Lyonnais, sa banque, au milliardaire Robert Louis-Dreyfus. Peu de temps après, Tapie affirme qu'il a été floué par le Crédit Lyonnais, qui lui aurait notamment dissimulé les conditions exactes de la vente. Au terme d'une longue procédure, la cour d'appel de Paris rend, en septembre 2005, un arrêt par lequel Tapie se voit attribuer 135 millions d'euros. Cet arrêt est cassé en octobre 2006 par la Cour de cassation, et l'on s'achemine vers une clôture du dossier.

## Intervention de Sarkozy

Mais, comme l'expliquait Laurent Mauduit en mars 2019, « c'est à cet instant précis, au moment où la justice s'apprête à donner raison à l'État, que Nicolas Sarkozy, fraîchement élu en mai 2007, donne l'instruction que la justice ordinaire de la République soit dessaisie de l'affaire et que celle-ci soit renvoyée devant une justice privée, celle d'un tribunal arbitral. » Un arbitrage qui sera favorable à Tapie, qui se voit allouer la modique somme



de 404 millions d'euros, ouvrant la porte à bien des interrogations sur les conditions dans lesquelles un tel arbitrage a pu être rendu, avec notamment des questionnements sur le rôle qu'ont pu jouer Christine Lagarde, alors ministre de l'Économie, et Nicolas Sarkozy.

Une procédure judiciaire sera ouverte en septembre 2012, c'est-à-dire après le quinquennat Sarkozy, qui aboutira à une annulation de l'arbitrage en raison d'une « fraude », annulation confirmée à deux reprises en 2015 par la cour d'appel de Paris et la Cour de cassation. À la fin de l'année 2016, Christine Lagarde sera même reconnue coupable de « négligence » pour n'avoir pas fait appel de l'arbitrage, malgré l'accumulation d'éléments tendant à

démontrer la fraude. Une culpabilité sans condamnation, qui n'empêchera pas Lagarde de demeurer à la tête du FMI, avant de prendre, en 2019, celle de la Banque centrale européenne.

## Une fraude, pas de responsables

L'affaire récemment jugée concernait le volet pénal de l'affaire, après que la justice civile a établi la fraude et annulé l'arbitrage. Et l'on en arrive donc, avec la relaxe générale, à cette situation rocambolesque : alors qu'il a été condamné au civil (et qu'il n'a toujours pas remboursé un centime des 404 millions d'euros indument perçus), Tapie est innocenté au pénal, comme les cinq autres prévenus, parmi lesquels Stéphane Richard,

PDG d'Orange et ancien directeur de cabinet de Christine Lagarde. En d'autres termes, il y a eu fraude, mais personne n'en est responsable, et personne ne sera donc condamné pour fraude !

Dans la foulée, des éléments sont venus éclairer ce jugement, de la proximité familiale entre le procureur de Paris Remy Heitz et l'un des six prévenus, Jean-François Rocchi, dont deux des enfants sont mari et femme, aux déclarations de la ministre de la Justice Nicole Belloubet, qui a déclaré le 10 juillet qu'il ne serait « pas forcément logique » que le parquet fasse appel du jugement de relaxe. Des éléments qui ont suscité l'indignation des magistrats, y compris de la très droitière Union syndicale des magistrats (USM).

Enfin, Remy Heitz s'est « déporté » de l'affaire et le parquet a fait appel. En pleine affaire Rugby, il semble que le gouvernement ait fait le choix de l'apaisement, mais l'affaire est à suivre, tant elle est un concentré des mécanismes de corruption et de copinage consubstantiels à la 5<sup>e</sup> République.

**Julien Salingue**

1 - Laurent Mauduit, « Tapie : les enjeux limités d'un procès historique », *Mediapart*, 10 mars 2019.



# PAKISTAN Campagne de solidarité avec Ali Wazir et Mohsin Dawar



Une campagne de solidarité internationale est engagée depuis la fin mai, après la répression sanglante du Mouvement de défense pachtoun (Pashtun Tahfuz Movement, PTM) par l'armée pakistanaise. Il importe de la poursuivre, tant les enjeux sont importants.

est socialement très enraciné, très représentatif. Les Pachtones seraient environ 50 millions, la majorité d'entre eux habitant au Pakistan (une trentaine de millions ?). Outre la population résidant en Afghanistan, la diaspora pachtoun est importante en Europe, en Australie et aux États-Unis. Mobiles, les Pachtones sont de même présents dans diverses parties du Pakistan, si bien que le PTM est probablement devenu le plus important mouvement de masse dans le pays, capable de mobiliser non seulement dans le nord-ouest, mais aussi par exemple à Lahore (Pendjab) et Karachi au sud. Il reçoit le soutien actif d'un front des composantes de la gauche pakistanaise. C'est l'une des raisons pour lesquelles il est devenu la cible des militaires et des services spéciaux qui veulent le briser. Le 26 mai dernier, l'armée a tiré sur une manifestation pacifique du PTM qui protestait contre les exactions subies par la population (et singulièrement les femmes) lors d'opérations menées dans la région frontalière. Il y a eu au moins 13 morts et plus de 40 blessés. Les deux députés du PTM, Ali Wazir et Mohsin Dawar, ont été arrêtés, incarcérés, torturés,

puis emprisonnés à Peshawar. Ils avaient été directement visés par les tirs et Mohsin Dawar fait partie des personnes blessées. Le PTM, mouvement de masse, a ainsi deux élus à l'Assemblée nationale. Ali Wazir est pour sa part membre du courant « The Struggle » qui a récemment intégré le cadre de la Quatrième Internationale. Mohsin Dawar n'a pas d'appartenance « partidaria » spécifique. Ils font tous les deux preuve d'un très grand courage.

### Une campagne durable

Ils ont reçu beaucoup de soutien au Pakistan, y compris de la part de groupes féministes très sensibles aux violences subies par les femmes pachtones de la part des forces de répression. Une pétition internationale a été initiée via le site d'Europe solidaire sans frontières (ESSF). Elle a déjà reçu quelque 500 signatures provenant d'un grand nombre de pays : Argentine et Brésil, France, Pologne et Portugal, Philippines (Mindanao) ou Canada-Québec, Tunisie et Algérie, pour n'en nommer que quelques-uns. Cette pétition est affichée en page d'accueil du site d'ESSF (<http://www.europe-solidaire.org>).

L'objectif poursuivi par cette campagne est triple :

- Obtenir la libération d'Ali Wazir et Mohsin Dawar ;
- Les protéger après leur libération. L'armée pakistanaise entretient des liens étroits avec les mouvements talibans d'Afghanistan (d'autres opèrent au Pakistan même) et pourrait... ne pas empêcher qu'ils soient assassinés ;
- Obtenir un retour à la normale dans le nord-ouest où les Pachtones sont actuellement soumis à un véritable régime de blocus et d'état d'urgence. Ce n'est donc pas une campagne ponctuelle. Elle doit vivre dans la durée.

De façon générale, la situation pour les forces progressistes au Pakistan est très difficile. Le soutien au PTM est l'une des manifestations de la solidarité que nous devons poursuivre envers la gauche et les mouvements populaires pakistanais. La « disparition » de blogueurs, syndicalistes, dirigeants paysans et le recours à la torture sont régulières. Les mouvements femmes doivent faire face à une violence multiforme. Ce qu'il reste de droits démocratiques est menacé. D'autres campagnes de solidarité concrètes sont à l'ordre du jour.

Pierre Rousset

Les Pachtones habitent dans le nord-ouest du Pakistan, à la frontière de l'Afghanistan (État dans lequel se trouvent aussi des populations pachtones). Le PTM mène son combat sous des formes non violentes et n'est pas indépendantiste. Il diffère ainsi d'autres mouvements qui ont engagé une lutte armée de libération au Balouchistan, dans le sud-ouest du pays. Il réclame justice à l'État pakistanais et il est la cible de violentes attaques de la part de mouvements talibans opérant dans toute cette région. La famille d'Ali Wazir, l'un des deux députés pachtones actuellement emprisonnés, a ainsi été décimée par ceux-ci.

### Un mouvement de masse

Les médias internationaux ont tendance à identifier Pachtones et talibans. Le combat du PTM montre qu'il n'en est rien. C'est d'autant plus vrai que ce dernier

## Le monde en bref

**États-Unis Nouvelles saillies racistes de Donald Trump.** Le 14 juillet, dans une série de tweets, le président des États-Unis Donald Trump s'en est violemment pris à quatre élues démocrates au Congrès : Alexandria Ocasio-Cortez de New York, Ilhan Omar du Minnesota, Rashida Tlaib du Michigan et Ayanna Pressley du Massachusetts. Quatre femmes incarnant, à des degrés divers, l'aile gauche du Parti démocrate, et dont la virulence des critiques à l'égard de Trump semble avoir profondément agacé le président-milliardaire : « [Il est] tellement intéressant de voir les élues "progressistes" démocrates du Congrès, qui viennent de pays où les gouvernements sont une catastrophe totale, parmi les plus corrompus et incompetents du monde (quand ils ont un gouvernement fonctionnel), dire haut et fort et de manière perfide à la population des États-Unis, la plus grande et la plus puissante nation de la Terre, comment notre gouvernement doit être dirigé. Pourquoi ne rentrent-elles pas pour aider à améliorer ces endroits ? Ensuite revenez et montrez comment faire ? »



De gauche à droite : Rashida Tlaib (Michigan), Ilhan Omar (Minnesota), Alexandria Ocasio-Cortez (New York) et Ayanna Pressley (Massachusetts). DR

Des propos qui ont soulevé un tollé dans la gauche étatsunienne, chez les Démocrates et dans la presse libérale, mais que Trump a réitérés le lendemain lors d'une réception à la Maison Blanche, confirmant qu'il ne s'agissait pas d'un accident mais bien d'un positionnement politique. Commentaire d'Ilhan Omar, finalement peu surprise de cette agression : « C'est un président qui a dit d'attraper les femmes par la chatte. C'est un président qui a appelé des athlètes noirs des fils de pute. C'est un président qui a appelé les gens qui viennent de pays noirs de "pays de merde". C'est un président qui a mis sur un pied d'égalité les néo-nazis avec ceux qui protestaient à Charlottesville. » Et c'est, malheureusement, un président de nouveau en campagne, avec un important soutien du capital US et du Parti républicain, dont le silence après les nouvelles sorties racistes (et sexistes) de Trump a été, à juste titre, remarqué.

### Maroc L'AMDH dénonce « les graves atteintes aux droits humains ».

Dans un rapport remis début juillet, l'Association marocaine des droits humains (AMDH) dénonce une dégradation des libertés publiques au Maroc : « La situation des droits humains dans notre pays se détériore et se dégrade de plus en plus à cause des politiques publiques adoptées, permettant à l'État marocain de se soustraire à ses engagements internationaux en matière de protection et de promotion des droits humains, et ce non seulement à cause de la non-application des dispositions des conventions et des pactes internationaux, du non-respect des recommandations des comités concernés et des rapports émis par les rapporteurs spéciaux, de la négligence des rapports et des observations des organisations internationales, régionales et nationales des droits humains, mais également par l'escalade des violations des droits humains et des libertés publiques et individuelles et en prenant pour cibles les défenseurs des droits humains et les organisations internationales, régionales et nationales des droits humains. » La répression du soulèvement dans le Rif est citée en exemple de cette régression des droits et des libertés, avec entre autres les lourdes condamnations contre des militantEs : « Les procès des activistes des mouvements de contestation (Hiraks) du Rif et de Jerada et les peines injustes prononcées à leur encontre peuvent être considérés tels un résumé de la situation des droits humains au Maroc et un indicateur de son évaluation pour l'année 2018 ». Nous exprimons de nouveau toute notre solidarité avec les militantEs condamnés et avec toutes les victimes de la répression, ainsi que notre soutien à toutes celles et ceux qui se battent, au Maroc, contre la dictature.

# ANTILLES 50 ans après, un crash aérien toujours classé secret défense

**Entretien.** Le 3 décembre 1969, le Boeing d'Air France venant du Chili pour atterrir à Pointe-à-Pitre via le Venezuela disparaît en mer. Il n'y a aucun survivant parmi les 62 occupantEs, dont deux responsables communistes antillais, le secrétaire général du PC guadeloupéen (Évremond Gène), et un membre du Bureau politique du PC martiniquais (Dolor Banidol, ex ouvrier agricole, petit planteur et syndicaliste). Bien des choses restent à éclaircir sur les circonstances de ces morts. Entretien avec **Gilbert Pago**, historien, membre du Groupe Révolution socialiste en Martinique.

### Qu'y a-t-il de particulier dans le crash de cet avion ?

Air France, après avoir télégraphié le 4 décembre à la famille d'un membre d'équipage que l'avion avait explosé en vol quelques minutes après le décollage, finit par affirmer qu'il y avait eu une erreur de pilotage, et en même temps classe le dossier d'enquête en secret défense, une procédure très particulière !

### Le contexte politique international pourrait-il expliquer un attentat ?

Le crash se produit en pleine guerre froide, juste après 1968, sous la présidence de Nixon aux USA. Les PC, ainsi que les partis socialistes les plus à gauche de l'époque soutiennent le candidat socialiste Salvador Allende à l'élection présidentielle chilienne, et il peut être élu. Or Allende affirme être un ami de Fidel Castro, soutenir ce qui se passe à Cuba. On est deux ans après la mort du Che. Il y a eu des attentats au Venezuela où un gouvernement progressiste a été renversé. Trois ans auparavant, 20 000 marines



Il a fallu aux familles des victimes et des pilotes une grande détermination.

Lors des recherches sur les restes de l'avion, seulement quelques corps sont ramenés, dont ceux des deux dirigeants communistes. Les syndicats de pilotes ont protesté contre l'hypothèse d'une erreur de pilotage invraisemblable, compte tenu des qualités techniques du pilote et des circonstances annoncées du crash. Un pilote devenu syndicaliste s'entête, et découvre des informations recoupées par celles de membres des familles des dirigeants communistes.

Un rapport de l'inspection générale de l'aviation civile du 3 février 1971 indique que « l'accident est provoqué par l'explosion d'une charge de dynamite au niveau du train d'atterrissage », conclusion identique à celle du Bureau d'enquête accidents du 27 janvier 1971, et du laboratoire de la préfecture de police du 17 novembre 1970.

Les deux dirigeants communistes antillais étaient visés ?

US ont renversé le gouvernement élu du socialiste Juan Bosch à Saint-Domingue, lui aussi favorable à la politique cubaine, en particulier la campagne d'alphabétisation. Une campagne est engagée contre le risque que le Chili devienne un allié castriste sur le continent.

Comment les informations ont-elles été rendues publiques ?

Impossible d'affirmer cela, mais ils revenaient du congrès du PC chilien, dans l'avion faisant le trajet Paris, Pointe-à-Pitre, Caracas, Lima, Santiago. Le secrétaire général du PC martiniquais de l'époque, Armand Nicolas, affirme que les communistes français n'y étaient pas allés car cela pouvait être dangereux, et qu'on lui avait dit de faire comme eux. C'est le dynamique meneur des grèves marchandes dans les plantations, devenu petit planteur de bananes et membre d'une SICA [société d'intérêt collectif agricole], Dolor Banidol, qui y est allé à sa place.

### Qu'exigent les familles ?

Des comités existent en Guadeloupe et en France pour que la vérité soit faite, pour l'ouverture totale des dossiers, pour que le secret défense soit levé avant 2029. Un comité est en train de se mettre en place en Martinique. Qu'est-ce qu'on peut cacher de pire qu'un attentat ? Le refus de la vérité, c'est une forme de complicité un demi-siècle plus tard. **Propos recueillis par Patrick Le Mool**



**DUNKERQUE****Gigantisme: art et industrie**

FRAC Hauts-de-France et LAAC, jusqu'au 20 janvier 2020.

Un titre très général, un parcours dans la ville et dans deux institutions où émergent en extérieur quelques noms d'artistes comme Tania Mouraud, Rainier le Rico-lais (Frac) et Mika Rothenberg, pour plus d'infos : www.musees-dunkerque.eu.

**LILLE Eldorama**

Le Tripostal, jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.

Jean-Max Colard, Jérôme Sans, en collaboration avec Isabelle Bernini mettent en exposition « le grand récit de l'Eldorado à travers une myriade d'œuvres d'art contemporain empruntées aux quatre coins du monde. En trois chapitres, correspondant, 1. Les Mondes rêvés, 2. La Ruée, 3. Un eldorado sans fin, l'exposition met en scène l'aventure universelle de tous les eldorados qui font se déplacer et se mouvoir des individus et des peuples : 43 artistes dont Martine Aballéa, Adel Abdessemed, Francis Alÿs, Gilles Barbier, Hicham Berrada, Cao Fei, Rodney Graham, Duane Hanson, Laura Henno, Alfredo Jaar, Mike Kelley, Yayoi Kusama, Teresa Margolles, Anne et Patrick Poirier, Peter Stämpfli, Claire Tabouret, Chen Zhen et d'autres ». Une exposition très branchée dont la présentation même fonctionne comme une entreprise de la société du spectacle où la conflictualité est neutralisée par l'esthétique. Mais dans une telle prolifération on trouve toujours des œuvres intéressantes.

**VILLENEUVE-D'ASCQ****Les muses insoumises: Delphine Seyrig, entre vidéo et cinéma**

Le LAM, jusqu'au 22 septembre.

« Connue pour ses rôles au cinéma, en particulier dans les films de Chantal Akerman, d'Alain Resnais et de Marguerite Duras, Delphine Seyrig n'en reste pas moins une femme d'engagements, tant politiques qu'artistiques, dont la trajectoire croise notamment

l'histoire du cinéma, de la vidéo et du féminisme. Ses multiples activités durant les années 1960-1980, notamment au sein du collectif "Les Insoumises" avec Carole Roussopoulos et Ioana Wieder, traitent des questions qui agitent la société française, comme le droit à l'avortement ou l'égalité homme / femme. Autant de questionnements qui, aujourd'hui encore, trouvent une actualité renouvelée. »  
À voir aussi la collection et le Parc de sculpture.

**TOURCOING****Les enfants du paradis**

MUBA, jusqu'au 22 septembre.

Une sélection qui veut rendre compte « d'une nouvelle génération de peintres français et étrangers qui, depuis plusieurs années, se sont emparés de l'image de façon décomplexée, voguant entre figuration et abstraction, et créant des scènes telles des énigmes, autant de paysages indéterminés : des paradis perdus, à fantasmer ou à retrouver. Signe d'une nouvelle richesse et du renouveau de la peinture contemporaine, l'exposition invite à un voyage autour de nouvelles explorations picturales, entre enchantements et désenchantements, illusions perdues et mélancolies exotiques. » Un choix de Jérôme Sans et Jean-Max Colard. Un choix très institutionnel et sans parti-pris singuliers, mais il y a des artistes intéressants comme Childress ou Tursic & Mille.

**STRASBOURG Damien Deroubaix, Headbangers Ball – porteur de lumières**

Musée d'Art Moderne de Strasbourg, jusqu'au 26 août.

« Peintre et graveur, Damien Deroubaix réalise également des installations où se retrouvent les thèmes constitutifs de son œuvre peuplée de références artistiques choisies (thème de la danse macabre, œuvres dada, photomontages de John Heartfield, Jérôme Bosch, Picasso...) et d'emprunts, notamment, à l'esthétique grindcore. Nourri de culture musicale et cinématographique, Damien Deroubaix explore également depuis plusieurs années le champ des arts premiers avec la présence récurrente de fétiches dans ses grandes peintures dont l'aura gagne ainsi en puissance ésotérique. »

**LE BIGNAN Floralia**

Domaine de Kerguehenec, jusqu'au 3 novembre.

« Douze artistes, dans la diversité de leurs sensibilités et de leurs moyens d'expression, nous proposent une promenade dans un monde pictural nourri de nombreuses références à l'histoire de l'art et à la nature. » Signalons la

participation de Marie-Claude Bugeaud, Damien Cabanes, Marine Joatton, Bernard Joubert et Bernard Moninot, mais il y en a d'autres !

**PONTIVY ET ENVIRONS****L'art dans les chapelles**

Jusqu'au 15 septembre.

Un circuit artistique conçu par le critique Éric Suchère, où l'on rencontre 12 artistes ayant chacun investi une chapelle. En regardant le programme, j'ai retenu Roxane Borujerdi, Claire Chesnier, Isabelle Ferreira, Kacha Legrand et Thomas Muller, mais cela ne veut pas dire que les autres ne méritent pas votre intérêt...

**RENNES At the Gate**

La Criée, jusqu'au 25 août

« At the Gates présente huit artistes ou collectifs internationaux dont les œuvres se confrontent à la loi ou aux institutions à travers des récits de violence, de militantisme, de réparation et d'exploitation liés à l'expérience des femmes. Irriguée par les théories de l'historienne et militante Silvia Federici, qui observe une corrélation entre les origines de l'accumulation du capital et l'oppression systématique des femmes, At the Gates reflète la longue lutte menée par les femmes pour trouver, préserver et même restaurer leurs voix. Ces artistes et leurs projets témoignent de la force de ces voix, de ces images, de ces bannières, de ces objets et de ces œuvres à mesure qu'ils s'accumulent et alimentent le débat public. »

Se pose la délicate question du passage de l'espace politico-social à celui de l'institution artistique. L'exposition offre l'opportunité de juger sur pièce, même si dans le texte de présentation la loi Veil prend le pas sur le combat du MLAC, et que n'est pas abordée la question épineuse de comment traduire concrètement dans l'exposition le fait de « ne pas demander la permission » dans une période de vacances... et sans contextualisation des propositions...

**ROYAN La Couleur**

Centre d'Arts plastiques, jusqu'au 30 septembre.

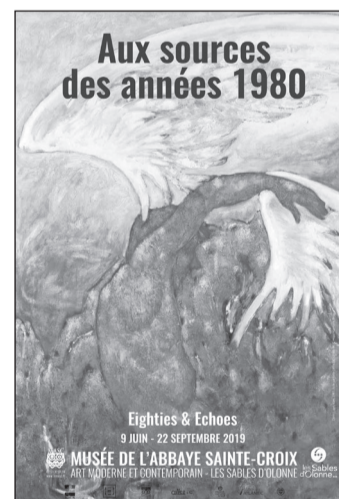
Une exposition conçue par Jean Pascal Léger qui rassemble des artistes très divers dont certains sont à nos yeux de haute volée comme Thomas Muller, Paul Pagk, Hans Schimansky et Jan Voss.

**LES SABLES D'OLONNE****Aux sources des années 80**

Musée Sainte-Croix, jusqu'au 22 septembre

La sélection annoncée pratique l'éclectisme de mauvais aloi, ne prend aucun risque (pour la jeune génération, absence d'artistes comme Fabra, Fajfrowska, Mary, Oliveira Fairclough, Petetin, Swaim, Tatah, ou Verot) et navigue entre le poncif et le consensuel du moment. On nous propose un « retour » à la figuration qui ressemble parfois à un retour à l'ordre. Les approximations historiques et les reconstructions fictionnelles de l'histoire de la peinture semblent être dans l'air du temps. Cela donne par exemple : « Les nouvelles

# DES EXP DE L'ÉTÉ



démarches picturales se positionnent contre une domination de l'abstraction et d'une idéologie avant-gardiste réductrice : diktat de la rupture, mort du tableau, vision linéaire et progressiste de l'art ». La partie historique associe des artistes de grande qualité avec des petits maîtres et des poussifs de la peinture. La loi ici serait un peu le « diktat » de la tradition, la citation appliquée, le ressassé d'expériences picturales des années 1960. Pourquoi l'absence de Rouan, de Kermarrec, Leroy ou Hucieux ? Quelques artistes sortent du lot comme Alberola, Blais, Cognée, Favier, Gasiorowski, ou Gauthier. Espérons qu'ils ne seront pas trop mal représentés. La « jeune génération » rassemble ici une figuration très souvent académique pour ne pas dire pompiériste ! Avec quelques

exceptions comme Nathanaëlle Herbelin, Apolonia Sokol et Stéphanie-Lucie Mathern... pour ce que nous connaissons des artistes annoncés.

**MEYMAC****Le réel est une fiction, seule la fiction est réelle**

Abbaye Saint-André, Centre d'art contemporain, jusqu'au 13 octobre.

Virginie Barré, Lilian Bourgeat, Anne Bregeaut, Daniel Friman, Martin Kasper, Jan Kopp, Valérie Mrejen, Étienne Bossut, Saverio Lucariello, Claude Lévêque, Nicolas Guiet, Séverine Hubard, Katharina Ziemke.

« À l'occasion des 40 ans du centre d'art, l'exposition rassemble des artistes qui ont marqué la programmation du Centre d'art et dont le travail, partant d'une certaine forme de réel, se développe entre illusion et fiction. Ces univers prendront la forme d'installations ou d'environnements articulants plusieurs de leurs travaux. » Beaucoup d'artistes intéressants. Vaut sûrement le détour !

**SÈTE Valentine Schlegel, tu m'accompagneras à la plage ?**

Crac, Jusqu'au 29 septembre.

« Depuis six ans, l'artiste Hélène Bertin mène une recherche autour de la vie et de l'œuvre de Valentine Schlegel (née à Sète en 1925). L'exposition au CRAC Occitanie

à Sète s'inscrit dans le sillage de cette première exposition et permet de rendre un vibrant hommage à une artiste qui est née et a grandi à Sète ». Entre art actuel et tradition populaire, une curiosité à regarder pour voir ce mélange des genres et en s'interrogeant sur sa pertinence ou pas.

**SÉRIGNAN****Les Chemins du Sud**

Musée Régional d'Art Contemporain, jusqu'au 3 novembre.

Conçue par Emmanuelle Luciani et Charlotte Cosson, l'exposition nous invite à « une traversée de l'Histoire de l'art depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours qui prend le contrepied de celle écrite entre Paris et New York au cours du 20<sup>e</sup> siècle. Elle retrace [...] une généalogie d'artistes qui, refusant de s'insérer dans une veine révolutionnaire, ont embrassé le statut d'héritier ». Et de nous expliquer qu'ils font référence à des artistes « qui ont défendu l'artisanal et le beau contre une certaine idée de la modernité »... comme si la modernité se réduisait au productivisme ou n'avait à voir qu'avec la production industrielle (les exemples de support surface, du land-art, du surréalisme, de l'expressionnisme ou du fauvisme apportent un démenti radical à ce genre d'affirmation gratuites), ou la beauté réduite à la ruralité édenique. J'arrête là. Le communiqué de Luciani et Cosson relève d'un fatras anti-radical





*Une série d'expositions méritant d'être vues. Je n'ai bien sûr pas pu les voir toutes, certaines devraient probablement faire l'objet d'une approche critique. Mais il faut voir pour apprécier ou critiquer!*

**Par Philippe Cyroulnik**

Mais son monde est aussi celui d'un mode de production "fait main", une écologie/économie du quotidien, des matériaux simples et peu onéreux, des assemblages bricolés avec les moyens du bord, dans la pratique du do it yourself, pour une "beauté et une impétuosité Punk", comme elle le définit elle-même. L'improvisation – notamment lors de performances volontairement débridées – jongle avec le travail en famille ou avec des amis. Le tout dans l'humour!»



**NICE**  
**Brice Dellspergers, Fucking perfect - Body double 36**

Villa Arson, jusqu'au 22 septembre.

«La séquence du film à l'origine de Body Double 36 est celle du cours de gym. Un récit réduit au minimum, des gestuelles et des regards évocateurs, nous assistons ici à une véritable symbiose des corps, un synchronisme parfait sur le pseudo tube Shock Me, dans un pur moment d'expérience collective qui s'apparente à un orgasme. Différents types sont représentés, mais étrangement, se confondent, ce qui pourrait définir selon moi une nouvelle identité Trans. Le corps-Trans d'aujourd'hui devrait rendre hommage au fitness des années 80! Son ambiguïté, ses transformations corporelles, la transgression de ses corps augmentés et sculptés par l'accomplissement personnel.» (Brice Dellspergers)

**NICE**  
**Tuer le soleil contre moi**

Villa Arson, jusqu'au 22 septembre.

«Les 21 jeunes artistes diplômés de la Villa convoquent le théâtral, le cinématographique mais aussi les procédures propres aux sciences humaines telles la sociologie ou l'anthropologie. Le temps, son rythme et ses incidences sont essentielles dans certaines de leurs propositions. La peinture s'y trouble, nous proposant un monde fantomatique; ses matériaux sont hybrides jusqu'à en passer par le volume pour trouver une forme. La sculpture recycle, récupère, déconstruit ou produit du récit; ou plutôt des narrations en suspens. Le corps ici est outil de production et objet de réflexion dans son articulation aux normes. La nature est celle de la mutation permanente à l'ère de l'industrie du génétique. L'exposition se déploie entre l'anthropologie et le formalisme, entre conscience critique et archéologie du présent, entre magie et grotesque, entre spectacle de l'aliénation et troubles du genre. À l'image de notre temps: un temps de crise et d'éclatement, de régression et de résistance. L'imaginaire que porte une bonne part de ces œuvres est hanté par les fractures qui travaillent notre monde.»

**CLERMONT-FERRAND**  
**Denis Laget**

FRAC Auvergne, jusqu'au 29 octobre.

«Portraits, vanités, natures mortes, paysages... Denis Laget maintient sa peinture dans les sujets classiques de l'histoire de l'art.

Si l'on tente de lister plus finement les séries qui ponctuent cette œuvre depuis environ trente-cinq ans, on trouve: des portraits, des citrons, des crânes, des harengs, des quartiers de viande, des têtes de mouton, des méduses, des paysages, des fleurs, des chiens, des oiseaux, des feuilles de figuier. [...] Les associations, les évocations et les références sont suggérées, comme dormantes, en germe, mais elles ne s'imposent jamais comme des clefs permettant d'accéder au fin mot de la peinture, précisément parce que la peinture n'est pas affaire de mots, ou à tout le moins parce que ceux-ci ne permettent pas de se débarrasser de celle-là.»



**SAINT-ÉTIENNE**  
**Pierre Buraglio, Bas voltage, 1960-2019**

Musée d'Art moderne et contemporain de Saint-Étienne, jusqu'au 22 septembre

Cette première rétrospective consacrée à Pierre Buraglio rassemble un peu moins de 200 œuvres. L'artiste qui a été proche du mouvement Support-surface s'est approprié dans son travail des matériaux qui tout en empruntant à l'objet quotidien et à différents «métiers» (morceaux de fenêtres, paquets de cigarettes, bois, etc.) nourrissent une réflexion sur la couleur, le dessin, dans une transposition picturale du réel. Une exposition à ne pas manquer.

**LYON**  
**L'art et la matière. Prière de toucher**

Musée des Beaux-Arts, jusqu'au 22 septembre 2020.

«L'exposition propose à tous une nouvelle expérience de visite: découvrir la sculpture par le toucher. Basé sur l'expérience de personnes déficientes visuelles, le concept de l'exposition vous propose une nouvelle façon d'apprécier la sculpture, bouleversant les codes de visite habituels au musée. Grâce à dix reproductions d'œuvres à toucher, le musée vous invite à une découverte sensorielle et sensible des techniques et matériaux de la sculpture, de l'Antiquité au 20<sup>e</sup> siècle.»



**LYON**  
**Penser en formes et en couleurs**

Musée des Beaux-Arts, jusqu'au 5 janvier 2020.

«L'exposition marque le premier temps fort du rapprochement du musée des Beaux-Arts et du musée d'art contemporain de Lyon au sein du "pôle musée" annoncé en 2018. Conçu comme un dialogue à partir des fonds 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> siècle des deux musées, ce parcours explore la résonance des deux collections et propose un aperçu des différentes recherches des artistes modernes et contemporains autour de la couleur. À travers près de 120 peintures, sculptures, installations, dessins et objets, une soixantaine d'artistes emblématiques des deux collections seront présentés parmi lesquels Georges Adilon, Robert Delaunay, Jean Dubuffet, Jean Fautrier, Lucio Fontana, Hans Hartung, Fernand Léger, Christian Lhopital, François Morellet, Olivier Mosset ou Pierre Soulages.»

**DIJON**  
**Yan Pei Ming, L'homme qui pleure**

Musée des Beaux-Arts, jusqu'au 23 septembre.

«Cette exposition se déploie dans l'ensemble du nouveau musée des Beaux-Arts de Dijon et met en lumière un peintre contemporain majeur à la carrière internationale. Tel un journal intime l'exposition L'homme qui pleure explore les émotions et la révolte ressenties par l'artiste face à la brutalité du monde et sa douleur face aux drames intimes et familiaux. L'exposition met en lumière la vision très personnelle d'un homme blessé par la violence de la vie et qui continue à se battre.»

**BESANÇON**  
**Vincent Barré, L'origine est proche**

Musée des Beaux arts et d'archéologie, jusqu'au 14 octobre.

«L'exposition conçue par l'artiste Vincent Barré peut être vue comme une mise en scène de son errance et de sa solitude dans le musée. Les collections lui adressent des signes de connivence et d'amitié qui provoquent le désir de production de formes. L'origine est proche n'est pas une rétrospective mais synthétise à l'aune de pièces récentes le fractionnement et la dispersion des années écoulées, elles sont vécues et revisitées par l'artiste. De l'architecture à la sculpture, puis à l'enseignement, d'un atelier de ville à l'autre en campagne, du rythme des saisons, des dérives au jardin, des marches solitaires, du dessin au film, ces formes font le lien et donnent la respiration de l'ensemble.»

truffé d'approximations voire de contre-vérités qu'on retrouve dans certaines des «pensées» néolibérales qui sont dans l'air du temps macronien. Tout cela pour défendre une conception assez réactionnaire de la tradition ancrée dans une nostalgie pré-capitaliste idéalisée sur un mode extrêmement douteux, ruralo-corporatiste, d'un Moyen Âge qui devient presque un âge d'or. On s'appuie sur Dufy et Derain et on enrôle Morandi dans une régression qu'on oppose artificiellement à la «modernité» irrémédiablement liée au capitalisme. On sent l'envie de bannir toute rêverie émancipatrice puisque toute émancipation débouche comme vous le savez sur le totalitarisme... On embarque dans cette croisade des artistes comme Betty Woodman, Kursher ou Gérard Traquandi, et quelques autres que je ne connais pas. Mais les artistes ne sont pas toujours responsables des propos de commissaires et parfois plus intéressants que les propos qui les accompagnent. Espérons-le!

**MONTPELLIER**  
**Vincent Bioulès, Chemins de traverse**

Musée Fabre, jusqu'au 10 octobre.

«200 œuvres qui retracent l'œuvre du peintre Vincent Bioulès des années 1950 à nos jours. Artiste né à Montpellier en 1938, son parcours est tout à fait étonnant: après avoir participé aux mouvements ABC

Productions et Supports/Surfaces, ce dernier réputé pour sa conception iconoclaste de la peinture, il est l'un des acteurs majeurs du retour à la figuration dès le milieu des années 1970. Peintre hors pair, il cherche la subversion au sein de la tradition en revisitant les grands sujets picturaux: le paysage, le portrait, le nu... Disons tout de suite que pour nous le meilleur de Bioulès est sa période abstraite, ses peintures très matissiennes comme la Place d'Aix ou ses nus qui rappellent Hélicon; mais qu'ensuite cela s'embourbe malheureusement dans un «métier» qui vient souvent enfermer la peinture dans un académisme assez pesant.

**MONTPELLIER**  
**Tjeerd Alkema**

FRAC Languedoc-Roussillon, jusqu'au 31 août.

Une belle variation sur les altérations de la perspective au gré de l'anamorphose. Une sélection un rien étriquée et un espace insuffisant. Alkema mériterait plus... mais c'est déjà ça!

**TARBES**  
**Barthélémy Togo, Of Blood and Water**

Le Parvis, jusqu'au 28 septembre.

Franco-Camerounais, Barthélémy Togo est une des figures majeures de la scène internationale. Ses œuvres, dessins, peintures, sculptures, vidéos, performances, s'intéressent aux grandes

problématiques de l'époque actuelle: les migrations, les rapports entre les cultures occidentales et extra-occidentales, les conflits et politiques internationales qui ravagent le monde.

**MARSEILLE**  
**Rodolphe Huguet, Bon Vent**

FRAC PACA, jusqu'au 22 septembre.

«Le travail de Rodolphe Huguet s'ancre dans une mythologie locale et globale qu'il fabrique, modifie, invente au service de ses propres réalisations, trouvant dans l'hybridation et la réutilisation d'objets usés, patinés par le temps et la vie, le moyen de faire œuvre. Barques en tuile, maisons-valises, masques, architectures de guerre, toutes participent de cette nécessité de fabriquer un répertoire de formes et de récits sans frontières.»

**NICE**  
**Monster Chertwynd, Monster Rebellion**

Villa Arson, jusqu'au 22 septembre.

«Le monde de Monster Chertwynd est peuplé de créatures étranges, d'êtres hybrides, tous dotés de personnalités singulières. Comme son prénom l'indique, l'artiste assume toutes les formes de la monstruosité: l'anormal, le difforme, l'exagération, l'extraordinaire, l'horifiant, l'absurde, l'outrancier, le prodigieux ou le terrible. La monstruosité, puits sans fond pour l'imaginaire.



## CHAMBÉRY Expulsion mortelle: la municipalité droit dans ses bottes



Mercredi 3 juillet, Lakhdar Bey, un homme de 52 ans est mort d'une crise cardiaque des suites d'une interpellation musclée réalisée par la police devant ses enfants.

**S**on crime ? Avoir refusé de laisser sa femme et ses quatre enfants, dont un nouveau-né, être expulsés du logement social qu'ils occupaient. Malgré son malaise cardiaque, l'homme a été traîné inconscient mais menotté par la police dans l'escalier, avant d'être jeté dans une voiture de police dans laquelle il est décédé. Une enquête de l'IGPN a été ouverte, dont la directrice départementale de la sécurité de Savoie a déjà donné la conclusion, en affirmant le jour même des événements « [qu']il n'y a pas eu de violences policières ».

### « Il y a des règles, elles doivent être respectées »

Directement mis en cause, puisque le logement appartient au parc social, Michel Dantin, maire LR de Chambéry, ne regrette rien et revendique même l'expulsion, en expliquant : « Il y a des règles, elles doivent être respectées ». Devant les militantEs du logement social, venus protester au conseil municipal du lundi 8 juillet contre l'expulsion, il est resté droit dans ses bottes, allant même jusqu'à rejeter la proposition de faire une minute de silence, à la mémoire de Lakhdar Bey. Refusant tout dialogue, il a demandé à la police de faire évacuer le conseil municipal, ce qu'elle a fait avec une violence inédite à Chambéry, allant même jusqu'à utiliser des chiens. Une militante a été interpellée et placée en garde à vue, accusée de « violence volontaire sur agent de la force publique ».

Le NPA dénonce la violence de la municipalité, réclame la libération immédiate et l'arrêt des poursuites. Il demande que la ville reconnaisse sa responsabilité dans la mort de M. Lakhdar Bey et que sa famille soit relogée dignement et de façon pérenne. Il demande aussi que la municipalité prenne un arrêt contre les expulsions et fasse appliquer la loi sur la réquisition des logements vides, car il n'est pas acceptable de voir des familles dans la rue alors que plus de 2000 logements sont vacants dans l'agglomération chambérienne.

Correspondants

## AUSTÉRITÉ La santé publique en péril

Les lois de financement de la Sécurité sociale programment chaque année une diminution de 2 milliards environ du budget de la branche maladie de la Sécurité sociale; à l'inverse, la loi de programmation militaire annonce une nouvelle augmentation annuelle du budget de l'armée de 1,7 milliard d'euros jusqu'en 2022 et de 3 milliards ensuite.

**L**a loi « Organisation et transformation du système de santé », traduction législative d'une partie du plan « Ma santé 2022 » a été votée en 1<sup>re</sup> lecture le 26 mars 2019. Le rapport « Charges et produits de l'assurance maladie pour 2020 », qui anticipe le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), a été adopté le 2 juillet par le Conseil de la Caisse nationale d'assurance maladie. La « loi santé » de 2019 a été définitivement votée le 16 juillet.

### Sous la coupe du libéralisme économique et médical

Ces lois n'imposent aucune contrainte aux médecins libéraux pour réduire les déserts médicaux. Il n'est pas question de leur imposer d'exercer quelques années dans des villes ou quartiers qui manquent cruellement de praticiens en contrepartie des études médicales qui sont quasiment gratuites par exemple, et de leur conventionnement par la Sécurité sociale.

Le numerus clausus pour les études médicales a été approuvé conjointement en 1971 par la Sécu, qui estimait que limiter le nombre de prescripteurs allait réduire les dépenses de santé, et par les représentantEs des médecins libéraux qui voulaient limiter la concurrence pour garantir leurs revenus. Le gouvernement prétend supprimer le numerus clausus, alors qu'il est simplement aménagé. Les facultés de médecine n'ont généralement pas la capacité d'accueillir plus d'étudiantEs, leur budget n'est pas augmenté et les Agences régionales de santé (ARS), institution sous la coupe du ministère, devront fixer le nombre d'étudiantEs qui y sont admis chaque année.

Agnès Buzyn, ministre de la Santé, ne cesse de le répéter: la politique de santé ne manque pas de moyens, les problèmes auxquels sont

confrontés les professionnelEs et les patientEs seraient essentiellement organisationnels. Il n'est donc pas question d'attribuer plus de moyens à la santé, il faut uniquement restructurer. La loi prévoit un « projet territorial de santé » (PTS) commun aux professionnels de ville, à l'hôpital au secteur médico-social qui se fixe pour but de mieux coordonner l'offre de soins et le parcours médical des patientEs. L'objectif officiel est de vérifier qu'il n'y a pas de zones blanches, de territoires ou de sujets non couverts... objectif inatteignable sans budget conséquent, et contradictoire avec les plans de restructurations des hôpitaux et la création de groupements hospitaliers de territoire (GHT) et de supra GHT. Les personnels de ces GHT seront mobiles en leur sein pour combler le manque de personnel. Les équipes soignantes seront démantelées, aggravant encore plus les conditions de travail déjà très dégradées et la qualité des soins.

### L'hôpital sur la sellette

L'objectif affiché est l'amélioration de l'accès aux soins et à la

### VERS UN SYSTÈME DE SANTÉ PLUS EFFICACE ET RENTABLE



prévention, notamment « pour les personnes en situation de précarité et confrontées à des inégalités de santé », objectif contradictoire avec l'attribution du label officiel « hôpital de proximité » à 500 ou 600 d'entre eux, qui aura pour conséquence de limiter leur activité à la médecine polyvalente, aux soins aux personnes âgées, aux soins de réadaptation et de suite. Un millier de communautés professionnelles de territoire de santé (CPTS), composés majoritairement de professionnels libéraux, pourront exercer au sein de ces établissements transformés de fait en maisons de santé et en Ehpad, quand ils disposeront de lits, ce qui n'est pas obligatoire.

La différence entre un hôpital public et un établissement privé pourra à terme être effacée, les praticiens auront un statut unique du praticien permettant à un médecin d'être muté dans le secteur privé et les professionnels libéraux pourront utiliser les plateaux techniques des établissements publics.

Le financement, l'organisation, le fonctionnement et la gouvernance

de ces établissements seront définis par le gouvernement qui publiera une ordonnance.

Une plateforme des données de santé sera créée, elle regroupera les données de santé de toutes les assurés sociaux qui lui seront communiquées par la Sécurité sociale. C'est un risque majeur pour la confidentialité des données, qui pourraient intéresser l'industrie pharmaceutique et aussi les employeurs et les assureurs qui siègent à l'Union nationale des caisses d'assurance maladie, regroupant les caisses de Sécu et les complémentaires santé.

### Amplification des réductions budgétaires

La branche maladie de la Sécurité sociale devra réaliser en 2020 de nouvelles économies pour un montant de 2,069 milliards d'euros, soit 50 millions de plus qu'en 2019, en développant la chirurgie ambulatoire (retour à domicile dans la journée), en luttant contre « la fraude et les abus », par la maîtrise des prescriptions médicales...

Depuis des mois, de nombreux services d'hôpitaux se mobilisent. La grève des urgentistes s'étend chaque semaine. Le gouvernement poursuit néanmoins sa politique en pariant que la mobilisation restera parcellisée et retombe. En 2012 et 2013 dans des villes d'Espagne des dizaines de personnes manifestaient en blouse blanche pour un système de santé à 100% public et universel. À notre tour, usagerEs et personnelEs de la santé de nous mobiliser massivement pour refuser que l'« on joue » et que l'« on vole » notre santé comme cela était inscrit sur les banderoles dans l'État espagnol. De l'argent pour la santé publique et non pour l'armée! Construisons une marée blanche!

S. Bernard

## CHRONOPOST

# Détermination des sans-papiers et solidarité contre déni patronal

Démarrée le 11 juin par l'occupation du parking et des abords de l'agence d'Alfortville (94), la grève des travailleurs sans-papiers de Chronopost s'enracine. Mieux, elle se développe et connaît un écho grandissant.



HERMANN CLUCK

**N**il les provocations des vigiles, ni l'intervention violente des flics, ni même les conditions climatiques très difficiles (froid, pluie, puis chaleur caniculaire) n'ont eu raison de la détermination des grévistes et de leurs soutiens. Les dirigeants de Chronopost ont donc porté le fer sur le terrain judiciaire, afin d'obtenir l'évacuation du piquet... En pure perte, puisque cela s'est traduit par une nouvelle claque devant les tribunaux pour les patrons de La Poste.

Il est à noter que l'argumentaire de cette action en justice reposait essentiellement sur l'atteinte à l'image de l'entreprise. Ce n'est évidemment pas un hasard, puisque l'une des conséquences immédiates de cette grève est

qu'elle brise l'invisibilisation dont sont victimes ces travailleurs et qui profite à leurs exploiters. Des exploiters qui sont d'ailleurs d'autant plus allergiques à la lumière qu'ils appartiennent à un groupe à capitaux 100% publics, qui

se trouve être le deuxième employeur après l'État et dont ce dernier est, par ailleurs, l'actionnaire principal.

### Des fissures dans le pot de fer

Les Chronopost ont donc face à eux des adversaires de taille, mais ils ne manquent pas de détermination. Des rassemblements, à chaque fois plus massifs, ont eu lieu devant la direction de La Poste du Val-de-Mame et devant le siège national de Chronopost. Les soutiens, notamment politiques, sont aussi de plus en plus nombreux. Nos camarades Philippe Poutou et Olivier Besancenot sont venus sur le piquet (et ont été chaudement accueillis). Nathalie Arthaud de Lutte ouvrière a pris la parole devant le siège de Chronopost, ainsi que, entre autres, le président du Conseil départemental du 94, Christian Favier, ou encore Éric Coquerel, député de La France insoumise. Luc Carvounas (député PS du 94) a interpellé Muriel Pénicaud sur le sujet à l'Assemblée.

La Poste, par la voix du DRH de Chronopost, persiste dans son attitude de déni. « Je ne suis pas leur employeur », a-t-il osé déclarer, en s'abritant derrière le système de sous-traitance en cascade que lui et ses complices ont eux-mêmes mis en place. C'est typique du sentiment d'impunité du pot de fer, qui se croit indestructible face au pot de terre. Mais le pot de fer pourrait fort bien se briser. Il se fissure déjà: La Poste a récemment été condamnée pour travail dissimulé dans l'affaire Seydou Bagaga (du nom du salarié d'un sous-traitant, qui s'était noyé dans la Seine en tentant de récupérer un colis, fin 2012). Le conseil des prud'hommes du Havre a également condamné La Poste pour le même motif (auquel s'ajoute le délit de marchandage et le prêt illicite de main-d'œuvre).

Des victoires juridiques qui sont autant d'encouragements pour la lutte, jusqu'à la régularisation des Chronopost, et leur embauche dans le groupe La Poste. Édouard Gautier



ÉDUCATION NATIONALE

# Préparer une rentrée offensive contre Blanquer et ses réformes

Blanquer a eu un gros coup de chaud, et pas à cause de la canicule de juin. Après avoir voulu passer en force sur la mise en œuvre de ses réformes (dans la voie générale et professionnelle) en jetant une pagaille généralisée, il a fait le choix de passer en force sur les examens. Avec comme premier résultat de discréditer le bac et, au-delà, le cadre de l'école comme service public pour toutEs les élèves, en systématisant l'inégalité de traitement des jeunes.

Face à ce gâchis, qui s'inscrit dans la logique de ce gouvernement qui élève en principe fondateur l'individualisme et la différenciation de l'accès à l'éducation, les enseignantEs mobilisés ne lâchent pas. Alors que Blanquer cherche à opposer les 99 % d'enseignantEs qui feraient leur devoir consciencieusement au 1 % d'énervéEs, le développement de la solidarité à travers les caisses de grève montre bien que, comme beaucoup l'ont dit, il n'y a pas de fossé entre les grévistes des examens et celles et ceux qui n'ont pas fait grève mais se reconnaissent et partagent les raisons de la grève. Les organisations syndicales CGT, SNES, SNALC et FO ont témoigné de ce rapport de forces dans une déclaration le 9 juillet en comité interministériel : « Les menaces de sanctions, de retrait de jours de grève à compter de la date de prise des copies, par le ministre prêt à tout pour publier les résultats dans n'importe quelles conditions, ne peuvent qu'indigner toute la profession. Nos organisations affirment leur totale opposition aux menaces de retenues de salaires sur des périodes qui ne correspondent pas aux seuls jours de grève. Ces menaces sont attentatoires au droit de grève et à nos libertés fondamentales. »

## Cadres de solidarité

Après avoir rendu les copies le 8 juillet, les enseignantEs mobilisés ont aidé les organisations lycéennes (UNL notamment) et de parents d'élèves à structurer



la défense des droits des jeunes lésés par le passage en force de Blanquer. Ils et elles ont mis conjointement en place une permanence en ligne « SOS Bac », qui a reçu en 3 jours plus de 20 000 appels, d'après le président de la FCPE. Cette permanence vise à orienter jeunes et familles dans les démarches : recours administratif, procédure juridique devant le Tribunal administratif, toutes les possibilités sont envisagées

et décidées avec un cadre de solidarité pour les mettre en œuvre (du soutien moral au soutien financier). Une cellule de veille a également été créée pour recenser les sanctions annoncées par le ministre et préparer la riposte en lien avec les organisations syndicales. Mais il s'agit surtout de préparer la rentrée qui s'annonce calamiteuse. L'application des réformes Blanquer commence en effet avec

des plans de licenciements des contractuelEs, qui se déclinent académie pas académie (600 collègues rien que dans l'académie de Créteil). Un casse-tête inédit pour construire les emplois du temps des élèves et des enseignantEs, une impréparation totale des programmes non finalisés ou vides de contenu. Les raisons d'une explosivité existent objectivement. Il reste les moyens subjectifs à structurer pour empêcher une catastrophe annoncée.

## Unifier la colère accumulée

L'AG Île-de-France des enseignantEs mobilisés, en lien avec les collègues de Toulouse, Marseille, Montpellier, Dijon, a lancé l'initiative d'Université d'été de l'éducation les 26, 27 et 28 août. 3 jours pour tirer les bilans d'une année de luttes dans tous les secteurs de l'éducation du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>nd</sup> degré, mais qui n'ont pas réussi à converger, qui sont restées dans le champ de leur spécificité catégorielle et surtout dépendantes de l'agenda du ministère et du gouvernement. L'enjeu est de réussir à unifier la colère accumulée par les expériences de ces luttes pour organiser une riposte en ayant conscience qu'une partie de l'affrontement à construire dépasse le cadre de la seule Éducation nationale puisque la Loi de modernisation de la Fonction publique s'applique également à ce secteur. Les objectifs sont élevés, mais la lutte inédite des dernières semaines a révélé un potentiel et une détermination nouvelle.

Cathy Billard

## TULLE Face à la grève La Poste ne fait pas dans la dentelle

Depuis maintenant trois semaines, une vingtaine de facteurEs de Tulle sont en grève contre une énième réorganisation de la distribution.

Le mouvement illustre à quel point les conflits à La Poste s'inscrivent de plus en plus dans la durée. Car sans parler des quinze mois de conflit dans le 92, il est remarquable de constater que de Castanet-Tolosan à Miélan en passant par Montauban, les postierEs sont en butte à des méthodes patronales de plus en plus agressives qui poussent au bras de fer dans la durée.

### « Les suppressions d'emplois ne sont pas négociables »

À Tulle, tout a commencé par l'annonce de la suppression de 6 tournées (sur 45) et la mise en place d'une pause dite « méridienne » qui augmente l'amplitude horaire et oblige les facteurEs à faire une partie de leur service l'après-midi. Après avoir reçu des délégations contre la méridienne, la direction a reculé sur cette question, mais a proposé non plus 6 mais 8 suppressions de postes à la distribution... Dès lors, un préavis de grève a été déposé par Sud et la CGT à partir du 24 juin. Interrompu après une semaine, le mouvement a repris le 8 juillet. Malgré un soutien massif des habitantEs et un déploiement tous azimuts, les grévistes ont rencontré plus d'élus que de cadres de l'entreprise... Même si le député LREM de Corrèze leur a conseillé de s'adapter aux nouvelles réalités du marché postal (!), il est remarquable que les directions locales et régionale de La Poste n'aient pas daigné dire autre chose que « les suppressions d'emplois ne sont pas négociables ». Pire, ces directions font intervenir des cadres sur le piquet de grève pour faire de la provocation. À des grévistes qui parlaient des suicides à France Télécom, un de ces sbires a déclaré : « Les salariés qui se sont suicidés, c'était leur choix ». Révélateur de l'esprit qui prévaut aujourd'hui dans les cercles dirigeants du groupe La Poste SA... La novlangue du « dialogue social » est en œuvre mais les méthodes sont à chercher dans le « vieux monde » du capitalisme. À l'heure où ces lignes sont écrites, les grévistes travaillent à l'extension de leur mouvement à d'autres bureaux pour augmenter le rapport de forces. Entre l'usage de groupes de casseurs de grève (les « task force » selon le vocabulaire postal), le mépris de toute expression discordante et l'usage systématique de la répression, les responsables de La Poste n'ont rien à envier aux patrons de France Télécom. La multiplication des mouvements de grève dépassant le mois sont de la responsabilité du groupe mais aussi, à n'en pas douter, le symptôme de la détermination croissante des postierEs. En cela, il y a des raisons d'être optimiste.

Erwan Piam

## FORD BLANQUEFORT Malgré le compte à rebours, rien ne sert de se résigner

Le 2 juillet, le TGI de Bordeaux se déclarait incompétent pour juger de l'existence ou pas d'un motif économique justifiant la fermeture de l'usine de Blanquefort. De l'autre côté, le 4 juillet, le tribunal confirmait en appel sa première décision, à savoir que Ford n'avait pas respecté son engagement de préserver 1000 emplois jusqu'en mai 2018. Mais depuis, la multinationale a annoncé la fermeture et, la date de validité de l'accord signé entre l'État et Ford (en mai 2013 pour 5 ans) étant dépassée, la condamnation devient symbolique : une amende de 6000 euros.

On peut dire que c'est sans surprise. Ford est condamnée moralement mais, dans les faits, ce qui compte le plus, l'entreprise fait exactement ce qu'elle veut, même prise en flagrant délit de mensonge, de manœuvre ou même de détournement d'aides publiques. Car, il faut le préciser, il n'est même pas exigé que Ford rembourse cet argent indûment perçu, ce serait-ce qu'une partie. Cette histoire est un scandale ordinaire, tant les exemples de ce style se multiplient. Mais nous ne sommes pas au bout de ce constat écoeurant. Depuis des mois, on a vu un pouvoir politique, d'abord remonté contre Ford, peu à peu s'éteindre et s'enfoncer dans une absence et un superbe silence. Plus un mot de Bercy, sans doute dépassé par l'accumulation de dossiers de

fermetures d'usines. Englués dans un mélange d'incompétences, de servilité à l'égard des possédants, de résignation, de manque de courage, les pouvoirs publics sont complètement paralysés.

### Aucune contrainte de la part des pouvoirs publics

Nous le voyons clairement avec « nos » collectivités territoriales. Alors que la séquence judiciaire n'est pas encore terminée (nous faisons appel de la décision du 4 juillet, avec audience le 6 août), la préfecture, la région, le département, Bordeaux Métropole... négocient avec Ford un accord de « revitalisation ». Ford laisserait 18 millions d'euros, comme un solde de tout compte, comme un permis de partir vraiment tranquillement, gardant les machines qui l'intéressent, vendant même les parcelles de terrain

au fur et à mesure de la dépollution du site...

Nous dénonçons leur attitude qui consiste à laisser faire, à plier lamentablement devant la multinationale. Ils sont presque honteux d'agir ainsi, même si certains assument sans scrupule. Ils disent comprendre notre colère mais qu'il n'y a pas le choix, qu'il faut bien trouver une issue, un accord, en faisant payer Ford, un peu plus que ce que la loi impose (démantèlement/dépollution). Sauf qu'il y avait et qu'il y a encore la possibilité de faire autre chose. Certes il manque des lois contraignantes (remboursement des aides publiques, réquisition, expropriation...) mais même avec la législation existante, il y a les moyens de contraindre des multinationales comme Ford. Nous n'en serions pas là si l'État, les pouvoirs publics avaient agi en amont, en saisissant les

tribunaux ou en appuyant notre action en justice. Car au fond, c'est vraiment une question de choix politique.

### Nouvelles échéances de mobilisation

La bataille ne ferait que révéler une nouvelle fois la fausse impuissance des pouvoirs publics. Mais peut-être pas seulement. Attendons ce que donnera le jugement en appel du 6 août. Notre histoire n'est pas encore finie. D'ailleurs, nous ne faisons pas qu'attendre. Nous comptons encore sur notre mobilisation. Nous avons appelé, pour le mois de septembre à une manifestation unitaire, syndicats, associations, collectifs, Gilets jaunes, politiques de gauche, contre la fermeture de l'usine, pour la défense des emplois publics et privés, en nous appuyant sur la lutte dans les services des « urgences ». Ça s'organise.

Le 18 septembre, nous irons soutenir les « ACC » à Clermont-Ferrand, en bataille aussi contre la liquidation de leur usine, qui organisent un rassemblement, proposant aussi de regrouper les luttes contre les licenciements. Nous préparons aussi deux autres rendez-vous : le 6 septembre, devant l'usine, une soirée théâtre, avec la mise en scène émouvante d'une lecture de textes parus dans le livre *Ford Blanquefort, même pas mort*. Puis le 21 septembre, au Krakatoa, un nouveau concert de solidarité et de résistance, avec Barré, VdB, Radio Elvis, Bertrand Belin, Cali... La production s'arrête le 1<sup>er</sup> août et les licenciements sont programmés au 1<sup>er</sup> octobre. Ce qui nous laisse encore du temps pour nous défendre encore. Tant qu'il y a de la vie... Philippe Poutou





**Abonnez-vous!**

(rendez-vous en page 12)

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**

**librairie**  
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com  
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h – 20 h

La question du référendum d'ADP et la collecte des signatures vont cristalliser de nombreuses questions politiques dans les mois qui viennent. En quelques semaines, plus de 500 000 signatures ont été récoltées, et les sondages notent un soutien très largement majoritaire parmi la population à ce recueil de signatures. C'est un enjeu politique d'obtenir les 4,7 millions de signatures contre la privatisation d'ADP, et pour l'atteindre une mobilisation nationale sera nécessaire, fondée sur l'action collective de celles et ceux qui localement agissent en permanence contre les politiques de démantèlement des services publics, contre une politique gouvernementale toute dévouée aux intérêts des grands groupes capitalistes.

D'ores et déjà, de nombreux collectifs se construisent dans les villes, souvent à l'image de la coordination nationale qui s'est mise en place, « coordination de mouvements et d'organisations syndicales et politiques contre la privatisation d'ADP et plus largement contre les privatisations, pour les services publics et les biens communs ». Ce collectif, autour d'ATTAC et de la Fondation Copernic, rassemble, entre autres, la CGT, la FSU et Solidaires, le NPA, Alternatiba, le DAL, Ensemble, le PCF, la FI (groupe parlementaire), EELV et Génération-s.

#### Enjeux pour les classes populaires

Il y a de réels enjeux pour les classes populaires dans la question d'ADP : ADP est un groupe

puissant qui, même encore majoritairement sous le contrôle de l'État, n'en mène pas moins déjà une politique capitaliste agressive. Ce n'est pas une société publique de faible importance, c'est le premier groupe de gestion aéroportuaire mondial, qui possède et gère des aéroports bien au-delà de nos frontières, s'est développé à l'ombre de l'impérialisme français et de ses zones d'influence, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie. Son développement international et son activité commerciale (les boutiques des aéroports, en coopération avec Lagardère), sont

aujourd'hui plus importants que les redevances aéroportuaires de Roissy et Orly. ADP a reversé 2,3 milliards de dividendes à ses actionnaires ces 4 dernières années. De plus, 115 000 salariéEs travaillent dans les deux aéroports parisiens, notamment dans des centaines d'entreprises sous-traitantes. Elles dépendent en bonne partie d'ADP.

Enfin, les emprises des aéroports de Roissy sont très importantes avec 6 700 hectares en région parisienne (l'équivalent des 2/3 de Paris), avec de nombreux enjeux de développement urbain et d'environnement,



CGT ADP

alors qu'ADP a le projet pharaonique d'un nouveau terminal de 40 millions de passagerEs...

#### Maîtrise publique des biens communs

À l'heure où le débat sur la place et le contrôle public nécessaire du transport aérien est sur la table, la question de qui décide des choix d'ADP est de première importance. Chacun sait que, dans les starting-blocks de la privatisation, c'est Vinci Airports qui est à la manœuvre. Le groupe gère déjà 46 aéroports au niveau international, et compte bien faire main basse sur ADP comme le groupe l'a fait avec les autoroutes (premier opérateur d'autoroute en Europe), faisant du groupe les fermiers généraux des temps modernes, percevant l'impôt colossal des péages tout en procédant à la casse sociale des emplois.

L'enjeu est donc bien la maîtrise publique des biens communs, des services publics de transport pour développer une politique cohérente correspondant aux besoins populaires. Et c'est aussi le contrôle sur les nuisances des modes de transport aériens et routiers qui est en jeu.

Léon Crémieux

## En action

# Le NPA dans la campagne contre la privatisation d'ADP

L'annonce de la privatisation du groupe Aéroports de Paris (ADP) a suscité de nombreuses et légitimes critiques. Une campagne unitaire de mobilisation contre la privatisation d'ADP est en construction, dans laquelle le NPA entend jouer son rôle.

## 11<sup>e</sup> université d'été du NPA

Du dimanche 25 au mercredi 28 août



Accueil à partir du samedi 24 août après-midi, départ le jeudi 29 août après le petit-déjeuner

Dans le village vacances Rives-des-Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan.

#### Mode d'emploi

Tous les jours, le matin de 9 h à 12 h et l'après-midi de 14 h à 17 h, plusieurs cycles et ateliers se déroulent simultanément. Faites votre choix ! Le créneau 17 h – 19 h est plus léger pour permettre les balades, les derniers bains de mer de l'été ou discuter tranquillement sur la terrasse... Dans la soirée, on se détend : projections, concert, bar, et même quelques rencontres supplémentaires autour de nos invitéEs.

Nous sommes en pension complète, c'est-à-dire logéEs en bungalow et nourriEs en restauration collective. Les enfants sont pris en charge en journée par des animateurs et animatrices, ce qui permet aussi d'en faire un vrai moment de vacances pour soi et sa famille.

#### Y aller ?

**EN VOITURE :** Autoroute A9, sortie Leucate, puis voie express littorale OU RN9, échangeur D627, puis voie express.

**EN TRAIN :** Gare de Leucate la Franqui. Navettes de bus municipaux (ligne 15) entre la gare et le village club Rives-des-Corbières

Pour plus de précisions, consultez la rubrique sur le site du NPA : [npa2009.org](http://npa2009.org) ou écrivez-nous : [universite.ete@npa2009.org](mailto:universite.ete@npa2009.org)

#### Modalités de paiement

Le paiement des arrhes (la moitié de la somme due) est obligatoire pour valider l'inscription.

- Carte bancaire (à l'adresse : [www.npa2009.org/UE2019](http://www.npa2009.org/UE2019))
- Chèques (à l'ordre de « NPA Souscription »)
- Chèques-vacances (à l'ordre de « Rives des Corbières »)
- Bons CAF et aides diverses (nous consulter avant l'inscription)

#### Tarifs par personne

(pension complète, logement et repas du samedi 24 août au soir jusqu'au jeudi 29 août au matin)

| Revenu net mensuel     | Tarifs  |
|------------------------|---------|
| inférieur à 800 €      | 124 €   |
| entre 800 € et 1000 €  | 144 €   |
| entre 1000 € et 1220 € | 168 €   |
| entre 1220 € et 1320 € | 200 €   |
| entre 1320 € et 1420 € | 224 €   |
| entre 1420 € et 1720 € | 264 €   |
| entre 1720 € et 2020 € | 300 €   |
| entre 2020 € et 2520 € | 320 €   |
| entre 2520 € et 3000 € | 356 €   |
| entre 3000 € et 3500 € | 396 €   |
| entre 3500 € et 4000 € | 448 €   |
| supérieur à 4000 €     | 504 €   |
| Enfants                | Tarifs  |
| moins de 2 ans         | gratuit |
| jusqu'à 11 ans inclus  | 112 €   |
| plus de 11 ans         | 124 €   |

Date limite des inscriptions : dimanche 18 août 2019

**INSCRIPTION EN LIGNE :**  
[WWW.NPA2009.ORG/UE2019](http://WWW.NPA2009.ORG/UE2019)



Essai

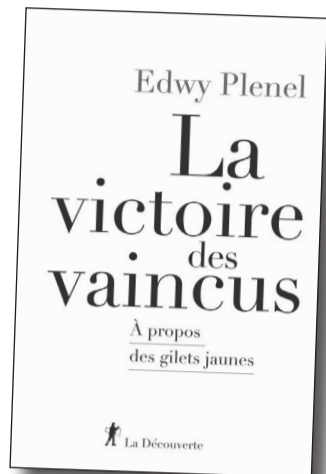
# La victoire des vaincus. À propos des gilets jaunes, d'Edwy Plenel

La Découverte, 2019, 188 pages, 14 euros.

Ce remarquable petit essai est une réflexion à la fois lucide et enthousiaste sur le mouvement des Gilets jaunes, ce surgissement spontané, inventif et incontrôlable du peuple, qui défie, depuis des mois, le pouvoir: «*Macron démission!*»

**«Crétinisme présidentiel»**

Ce n'est pas un hasard si ce président verticaliste et arrogant, mélange d'ultralibéralisme économique et d'illibéralisme politique, dont le projet a mûri de longue date dans les cercles patronaux et les milieux financiers, concentre sur lui la colère populaire. Son gouvernement est une forme de ploutocratie: le gouvernement des plus riches pour les plus riches. Dans ce dernier avatar du bonapartisme français, oligarchie et voyoucratie font bon ménage, comme l'illustre l'affaire Benalla. Dans une lettre célèbre, Marx ironisait sur ce qu'il appelait le «*crétinisme parlementaire*»: la proclamation, par certains élus que «*toute critique est un crime de lèse-majesté*». Or, la France de Macron souffre, observe Plenel, de «*crétinisme présidentiel*». Le mérite des Gilets jaunes a été de refuser cette servitude volontaire, en se révoltant contre l'injustice fiscale, la suppression



de l'ISF, les cadeaux fiscaux au grand patronat, et le déni de démocratie du pouvoir présidentiel. La grande peur des classes dominantes face à ce mouvement autonome des classes populaires, leur rage contre cette racaille, ces barbares, ces sauvages qui osent exiger l'égalité, se sont manifestées dans la presse de gouvernement et les plateaux TV, ces cafés du commerce modernes. On entendit partout un appel au bâton. Un supposé philosophe et ancien ministre de l'Éducation lança cette adresse aux policiers: «*Qu'ils se servent de leurs armes une bonne fois!*»

**Violence aggravée**

Quelle a été la réponse du pouvoir à cette mobilisation égalitaire inédite, soutenue par la majorité de la population française? La diabolisation du mouvement social, caricaturé comme raciste, violent, insurrectionnel, et, surtout, la fuite en avant dans la répression policière. Sous prétexte de quelques vitrines cassées dans les Champs-Élysées, et un restaurant de luxe saccagé, le gouvernement a déclenché, dans un climat de guerre civile, la plus violente répression depuis Mai 68: 2000 blessés, dont cent gravement, des dizaines d'éborgnés, des mains arrachés, une femme tuée à Marseille. Une violence aggravée par l'utilisation d'armes de guerre – comme les mal nommés «*lanceurs de balles de défense*» – proscrites en Europe. D'où la conclusion d'un écologiste pacifique, Vincent Verzat: «*Ceux qui rendent une révolution pacifique impossible rendront une révolution violente inévitable*»... Sans occulter les dérives racistes en marge du mouvement, Plenel appelle de ses vœux un convergence entre gilets jaunes, gilets rouges et gilets verts, et cite le jugement lucide d'Edgar Morin: quelles que soient les scories du mouvement,

les parasitages dégradants, voyons d'abord le soudain redressement des courbés, la légitime exaspération des derniers de cordée. Walter Benjamin écrivait, rappelle Edwy Plenel, que tout soulèvement populaire aspire à interrompre le temps figé du «*présentisme*» sans mémoire, le temps de l'insignifiance et de l'inconscience, le temps qui se veut éternité de la domination, ouvrant la voie à un autre temps, un temps qui puisse conjurer la catastrophe.

**Salutaire rébellion plébéienne**

Quelle pourra être l'avenir de cette salutaire rébellion plébéienne? Peut-être cette énième révolte des oubliés de l'histoire sera de nouveau vaincue. Reste la victoire des vaincus, aussi éphémère soit-elle: en imposant leur agenda au débat public, ils et elles sont redevenus acteurs autonomes de leur propre histoire. Mais l'avenir n'est pas écrit, et le cours des événements dépendra de l'action ou de l'inaction du camp de l'émancipation, de sa capacité à parier sur l'improbable (Daniel Bensaid) et à s'engager dans le mouvement des Gilets jaunes, en dépassant l'attentisme et le suivisme. Comme le disait Gramsci, on ne peut prévoir que la lutte, pas son résultat... Le livre termine avec un hommage à Charles Delescluze, un journaliste insurgé, combattant de la Commune de Paris, tombé sur les barricades le 25 mai 1871. **Michael Löwy**

Expos

## À voir cet été au Centre Georges-Pompidou

**Préhistoire, une énigme moderne**

Galerie 1, jusqu'au 16 septembre.

«*À travers cette exposition inédite, le Centre Pompidou propose de revisiter la relation féconde qui unit la préhistoire à l'art moderne et contemporain. Dans ce grand moment de crise qu'incarne la modernité, des artistes incontournables comme Picasso, Miró mais aussi Cézanne, Klee, Giacometti, Ernst, Beuys, Klein, Dubuffet, Smithson, Penone... ont été hantés par la question de la préhistoire et ses origines fantasmées*». Les uns apprécient beaucoup, les autres détestent. L'occasion de vous faire votre point de vue.

**Bernard Frize: Sans repentir**

Galerie 3, jusqu'au 28 août.

Frize est une figure de référence de la peinture contemporaine définissant des protocoles de production qui évacuent le sensible ou le geste intuitif, il définit une mécanique de production avec ses procédés et ses outils qui lui donnent en fait une très grande liberté tout en définissant le cadre dans lequel le hasard va originer le tableau. Cela donne des résultats aussi impressionnants que déroutants pour une œuvre qui récuse tout pathos et sentimentalité.

**Takesada Matsutani**

Niveau 4, galerie du musée, jusqu'au 23 septembre.

Rétrospective de l'œuvre de Takesada Matsutani (1937, Osaka, Japon, installé à Paris depuis 1966). «*Un parcours riche et original, débutant avec une première période qui mêle, à la fin des années 1950, la peinture traditionnelle nihonga et une veine surréaliste, pour évoluer vers une abstraction informelle, puis vers Gutai au début des années 1960*». Une initiative heureuse pour cet artiste qui n'a pas eu si souvent les honneurs des nos institutions.

**Sonja Ferlov Mancoba**

Galerie d'art graphique, jusqu'au 23 septembre.

«*Plus d'une cinquantaine de sculptures et une soixantaine de dessins pour découvrir l'œuvre méconnue de l'artiste danoise, Sonja Ferlov Mancoba [1911, Danemark - 1984, France], grande sculptrice moderniste à qui l'on doit également une œuvre originale et personnelle sur papier*».

**Ernest Mancoba**

Niveau 4, Galerie 0, espace prospectif, jusqu'au 23 septembre.

«*Peintre, sculpteur, dessinateur, Mancoba (1904 - 2002) fuit l'Afrique du Sud et s'installe à Paris en 1938. Proche du mouvement CoBrA, son œuvre témoigne de l'importance de solliciter le subconscient, de revenir à la racine spirituelle de la société à travers une attention au folklore, une foi dans une transformation matérialiste de la société, une ambition universaliste de l'art*». Une découverte de ces artistes installés à Paris mais que les institutions ont ignorés. **Philippe Cyroulnik**

Essai

# Belleville au cœur, de Christian Page

Éditions Slatkine & Cie, 158 pages, 15 euros.

Christian Page a été SDF de 2015 à 2018, jusqu'à ce qu'Emmaüs lui trouve un logement de dépannage. Il avait une vie avant; un bon boulot, une épouse, un enfant, un logement avec des livres là-dedans! Et sa vie a basculé: rupture sentimentale, alcool... à 30 ans il s'est retrouvé dans la rue, dans le quartier Belleville à Paris. *Belleville au cœur*, c'est l'histoire de sa vie de SDF, mais pas seulement. L'auteur n'était pas un SDF «*comme les autres*»: il a très rapidement créé un compte Twitter qui lui a permis d'entrer en contact avec beaucoup de personnes – y compris des élus comme Anne Hidalgo, des artistes, des journalistes... Il faut dire que dans les années 1990 il a milité au DAL (Droit au logement).

**Un tableau sociologique**

Son récit est une sorte de tableau sociologique qui permet au lecteur de voir de l'intérieur comment vivent ces milliers d'hommes, de femmes et parfois d'enfants qui sont à la rue, ce qu'ils ressentent, comment ils se débrouillent (ou pas) dans ce monde souvent sans pitié, comment ils nous perçoivent, nous les passantEs. Tout y passe: – Le 115 qui ne peut offrir que des lieux d'hébergement tellement problématiques que certains choisissent de rester dans la rue; – Les persécutions des policiers ou des gardiens de jardins mais aussi la bienveillance de certains d'entre eux; – La violence entre SDF, les vols, les bagarres, mais aussi beaucoup de solidarité;

– Le mépris – y compris lorsque des médecins refusent de les soigner; – La violence physique de certains qui sans raison décident de les tabasser, jusqu'à parfois entraîner la mort. Étrange comportement de quelques-uns qui ne sont pas dans le besoin, mais qui viennent profiter des repas gratuits qui sont destinés aux démunés; – Les associations qui les aident avec des moyens souvent dérisoires; – La bienveillance rencontrée dans certains bars, ou de personnes d'une grande générosité, ceux que Christian Page appelle «*les bons samaritains*», qui leur offrent plus que la pièce que nous leur donnons quelquesfois; – Le sort terrible des femmes, encore plus vulnérables que les hommes, agressées, violées, obligées parfois de se prostituer. Les problèmes d'hygiène qui pour elles sont pires que pour les hommes quand elles ont leurs règles par exemple; – L'effroi quand arrive le grand froid et que beaucoup n'ont aucun abri provisoire. L'été plus doux à vivre mais en même temps plus problématique parce que les bénévoles sont partis en vacances, les associations sont fermées donc pas de repas ni même de possibilité de se doucher, la déshydratation; – Les mortEs dans la rue avec une espérance de vie qui est celle du 19<sup>e</sup> siècle; – Les ravages des drogues et particulièrement de l'alcool comme pour ce compagnon de galère qui a perdu son emploi de professeur et qui n'arrive pas à s'en sortir malgré 5 cures.



**Tendresse pour Belleville**

C'est aussi une grande tendresse pour Belleville, son quartier dont il sillonne les rues avec son sac de 20 kg qui est «*sa maison*», pour les Buttes-Chaumont où il va se ressourcer, pour le canal Saint-Martin où tant d'immigrés échouent... Christian Page, qui suit l'actualité, dénonce l'incurie des pouvoirs publics, particulièrement les politiques criminelles menées contre les immigrés, ironise sur les politiques qui sont loin des préoccupations des gens. Il a participé aux Nuits debout place de la République... Lire *Belleville au cœur* c'est non seulement apprécier l'ironie et l'humour de Christian Page mais c'est aussi avoir un autre regard sur les SDF. **Renée Ravoteur**

Essai

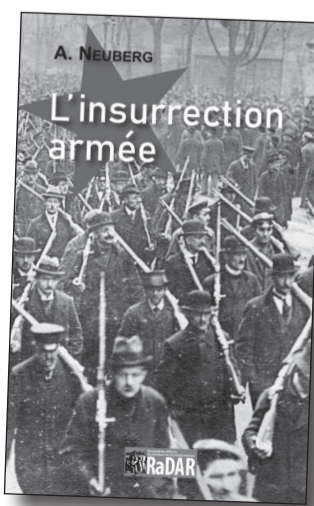
# L'Insurrection armée, d'A. Neuberg

Édité par RaDAR, 280 pages, 10 euros.

RaDAR republie cet incroyable ouvrage, écrit par un collectif de militants communistes russes, allemands et italiens, et d'officiers de l'Armée rouge, en vue de former les cadres et les militantEs des différents partis révolutionnaires du monde entier à l'«*art de la guerre*».

**Précieux document**

Le livre est d'abord publié, en allemand, en 1928, chez un éditeur suisse, sous le pseudonyme d'A. Neuberg. Il est édité en France en 1931 par le Parti communiste, qui est alors en



pleine politique de «*bolchevisation*», selon les termes de l'Internationale communiste. Les premiers chapitres abordent les expériences des révolutions russes de 1905 et de 1917. Puis l'ouvrage prend une forme plus surprenante: celle d'études de cas d'insurrections révolutionnaires qui ont échoué: Reval (1924), Hambourg (1923), Canton (1927), Shanghai (1926). Enfin, la seconde moitié du livre se lit comme un manuel d'instruction militaire destiné aux militantEs communistes. Ce document historique permet aussi de comprendre comment et pourquoi

l'insurrection est un moment qui ne supporte pas l'amateurisme car les bandes armées de la bourgeoisie contre-attaquent toujours de façon impitoyable pour conserver leur pouvoir. «*Ne jamais jouer avec l'insurrection et, lorsqu'on la commence, être bien pénétré de l'idée qu'elle doit être menée jusqu'au bout*» (Lénine) 10 euros + 4 euros de frais de port – par chèque à l'ordre de RaDAR, 2 rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil – par Paypal - adresse mail: association\_radar@laposte.net – à la librairie La Brèche, 27, rue Taine 75012 Paris



# 11<sup>e</sup> UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA

## Demandez le programme!

Du dimanche 25 au mercredi 28 août prochains à Port-Leucate revient le traditionnel rendez-vous estival du NPA. Nous passerons donc pour la onzième fois de bons moments, politiques et plus, en compagnie de nombreux invitéEs, camarades et amiEs.



le rétroviseur, tout comme sur les 25 ans qui nous séparent de l'insurrection zapatiste dans le Chiapas, sur laquelle nous reviendrons avec Franck Gaudichaud.

### À bas toutes les frontières!

De Port-Leucate, nos invitéEs et intervenantEs issus de la gauche anticapitaliste et internationaliste nous emmèneront dans différents coins du monde. D'abord pour s'enthousiasmer de la mobilisation populaire de l'Algérie qui ne s'éteint pas et de laquelle nous discuterons avec Kamel Aïssat, dirigeant du Parti socialiste des travailleurs (PST). Les Philippines sont aussi au programme, Mindanao en particulier, avec nos invitéEs du RPM-M, parti marxiste révolutionnaire.

D'invitéEs, il en est aussi question pour parler de la situation tendue du Soudan. Catherine Samary et Thierry Labica (entre autres) seront là pour discuter de la crise de la construction capitaliste européenne et de ses conséquences. Enfin, avec la commission Amérique latine du NPA, nous ferons un tableau des points chauds de la région, du Venezuela au Brésil en passant par l'Argentine...

Comme quoi, on peut être les pieds dans l'eau (ou presque), et faire un sacré bout de chemin!

Rappelons-le, ce coup de projecteur est sommaire, tant les thèmes se bousculent. Et on ne vous a même pas parlé de nos soirées, entre projections de documentaires et de films en avant-première, concert de ska rock le mardi soir et soirées culturelles. Bref en un mot comme en cent, n'attendez pas le dernier moment pour vous inscrire... et pour faire inscrire. Mer, soleil, anticapitalisme, internationalisme, féminisme, antiracisme, antifascisme, écosocialisme et lutte des classes... le cocktail d'une rentrée politique réussie.

Commission université d'été

**INSCRIPTIONS ET RENSEIGNEMENTS SUR**  
<https://npa2009.org/ue2019>  
 (voir également page 10)

Plutôt qu'une très laborieuse présentation d'un programme, essayons-nous plutôt à l'exercice presque traditionnel de l'inventaire à la Prévert. En prévenant par avance que nous ne serons pas exhaustifs, tant il est bien difficile de rendre compte de 56 ateliers indépendants ou en cycles, d'une plénière consacrée cette année à la grève internationale des femmes, de deux débats centraux, d'un meeting de rentrée du NPA le dimanche soir, cela sans parler des travaux pratiques de 17h et des soirées diverses et variées...

### Deux cycles pour résister

Cette année, nous avons donc choisi de tenir deux cycles de cinq séances ancrés dans la situation. À commencer par un retour nécessaire sur un mouvement que pas grand monde n'avait vu venir, assez inédit dans sa forme, sa composition et ses moyens d'action, celui des Gilets jaunes. Rapport au mouvement ouvrier et à ses organisations, modes de structuration, questions d'auto-organisation, modalités d'action, place des femmes dans la contestation, articulation des différents niveaux de revendications (sociales, écologiques et démocratiques), rôle des médias (ceux des classes dirigeantes et ceux plus alternatifs)... Autant de questions que nous entendons aborder.

Face à cette irruption, le pouvoir n'a pas manqué de répliquer, et en l'absence de réponses politiques, c'est bien celle de la matraque et de la répression dont ont usé et abusé Macron et ses sbires. Aussi, il nous semble nécessaire de prendre un peu de hauteur : dans un contexte de crise du parlementarisme, quelles sont les mutations des démocraties bourgeoises? Lois liberticides, doctrines du maintien de l'ordre, violences policières, comment appréhender le durcissement des États vers toujours plus d'autoritarisme? Comment l'articuler avec la montée en puissance de l'extrême droite dans une grande partie des pays européens, avec ce que d'aucun appelle le retour d'une perspective « fasciste »?

### Ils et elles seront là!

Gérard Noiriel, historien de la classe ouvrière bien connu, sera parmi nous au côté du journaliste Edwy Plenel, pour ouvrir dès le dimanche 25 août l'université d'été autour de notre cycle consacré au mouvement des Gilets jaunes. De Gilets jaunes, il en sera aussi

question avec le journaliste indépendant Taha Bouhafs et Antoine Boudinet, un des « mutilés pour l'exemple » grièvement blessé par les « forces de l'ordre » lors d'une manifestation bordelaise. Laélia Véron, linguiste, et l'historienne Fanny Gallot seront aussi présentes dans ce cycle, tout comme Stathis Kouvelakis et plusieurs militantEs du NPA ayant participé à cette mobilisation.

Avec le sociologue Fabien Jobard spécialisé sur la police et le maintien de l'ordre, nous reviendrons sur « la force publique et ses usages », sous-titre de l'un de ses livres. L'autrice de BD Emma nous présentera sa dernière œuvre consacrée à la crise climatique et animera un atelier au sens premier du terme (on ne vous en dit pas plus). Olivier Neveux abordera la question du théâtre et du politique autour de sa dernière publication et animera une séance consacrée à Brecht. Le psychiatre Jean-Pierre Martin ainsi que le sociologue et militant antiraciste Saïd Bouamama font aussi partie du programme. Enfin, comme il fait bon fréquenter notre université d'été, les historiennes-militantes Laurence De Cock, Mathilde Larrère et Ludvine Bantigny seront de nouveau à nos côtés pour aborder cette année le rôle de l'histoire, la contredémocratisation scolaire ou la notion de « révolution », ce mot-valise si souvent vidé de contenu...

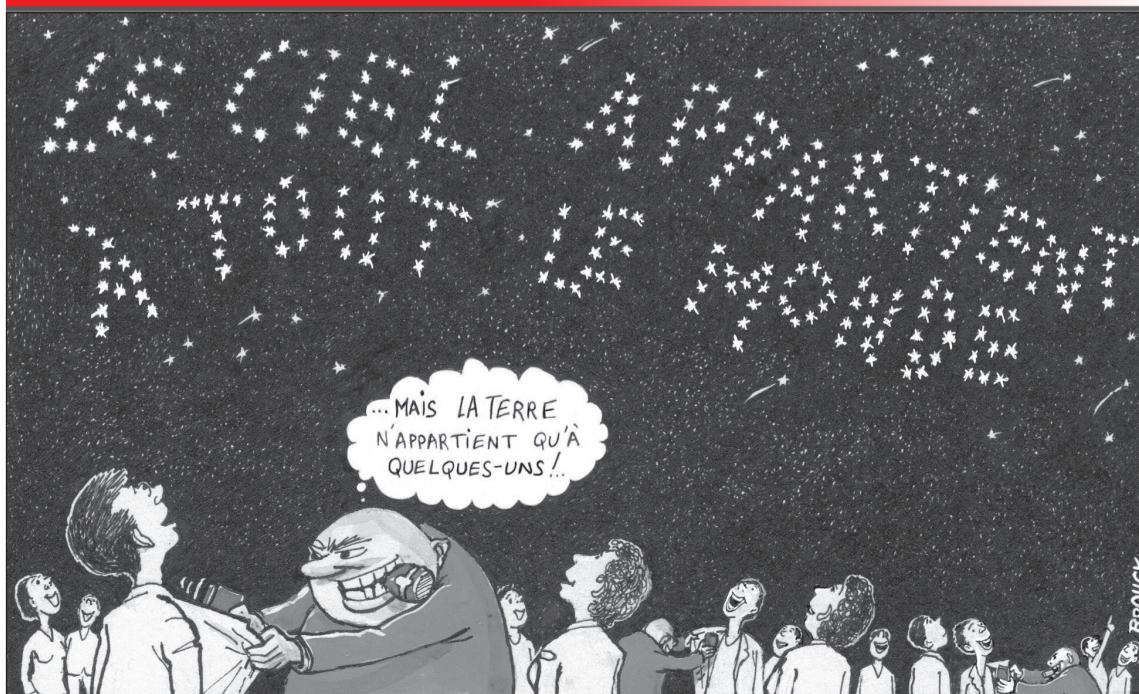
### Joyeux – et militants – anniversaires!

Si l'année dernière a été marquée par le spectre de Mai 68, cette année sera aussi celle de bien des anniversaires.

Le 15 janvier 1919, Rosa Luxemburg était assassinée lors de la répression de la révolte spartakiste, dans le cadre de la révolution allemande. Son héritage théorique, un marxisme vivant éloigné de tout dogmatisme, est immense. En trois séances, grâce à la commission formation du NPA avec la complicité de Michael Löwy qui vient de lui consacrer son dernier livre ainsi que d'Olivier Besancenot, nous reviendrons longuement sur les différentes dimensions de sa réflexion : conscience de classe, partis et syndicats, réformes et révolutions, socialisme ou barbarie...

D'hier (1959) à aujourd'hui, nous ferons aussi avec Éric Toussaint un retour nécessaire sur Cuba, à la lumière de sa trajectoire historique pour appréhender la situation actuelle de l'île près de trois ans après la mort de Fidel Castro. De la révolution qui a donné naissance à la « République populaire » (octobre 1949) au monstre économique actuel, en passant par la dure répression de la révolte de la place Tiananmen (juin 1989), la Chine est aussi au programme. Quarante ans après la révolution iranienne, il sera aussi temps de jeter un coup d'œil militant dans

### L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### Le Monde.fr LE VOTE DES CASERNES. La

tendance se confirme. Les militaires, dont les gendarmes, accordent très largement leur suffrage au Rassemblement national (RN). C'est ce que montre une nouvelle étude réalisée par Jérôme Fourquet, directeur du département opinion publique à l'IFOP, pour la Fondation Jean-Jaurès. « Leur inclinaison pour le parti de l'extrême droite varie en fonction de l'actualité, mais le plancher reste toujours très élevé », constate l'auteur. Intitulée « Pour qui votent les casernes? » et publiée lundi 15 juillet, l'étude s'emploie à analyser les résultats obtenus dans les petites communes abritant des garnisons et dans les bureaux de vote dont dépendent les casernes. Uniquement là où « l'impact statistique de leur vote est indiscutable », souligne M. Fourquet. Dans les villes moyennes et grandes, les effectifs sont trop dilués pour peser significativement. [...]

L'élection présidentielle de 2012 et les européennes de 2014 avaient déjà enregistré une première hausse, que M. Fourquet attribue à l'arrivée de la gauche au pouvoir, aux premières années du quinquennat Hollande ainsi qu'aux divisions au sein de la droite.

Les scores du Front national (FN) ont ensuite bondi dans ces communes à forte présence militaire lors des élections régionales de 2015, après les attentats du 13 novembre 2015 (53,7% au premier tour à Mailly-le-Camp). [...]

Si ce tropisme lepéniste a reflué lors de l'élection présidentielle de 2017, il a repris des couleurs aux européennes de 2019. [...]

Les gendarmes et les gardes républicains n'échappent pas au vote « très bleu Marine », même s'il a davantage baissé depuis 2015. Les bureaux situés en milieu urbain à proximité d'une caserne de la gendarmerie mobile se distinguent très nettement de leur environnement lors de l'élection présidentielle. [...]

Comme dans l'armée, le vote FN a connu un raidissement chez les gendarmes entre 2014 et 2015. [...] Le parti présidentiel n'a pas bénéficié auprès de cet électoralat de son image de « parti de l'ordre » – qu'il a beaucoup promu pendant la crise des « gilets jaunes » – malgré le soutien très ferme du ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, aux forces de l'ordre. [...]

À noter malgré tout que le vote des casernes n'est pas aussi monolithique qu'on pourrait le penser. En témoigne le score du parti Europe Ecologie-Les Verts mené par Yannick Jadot qui a respectivement obtenu 9,4% et 17,8% dans ces deux bureaux.

Louise Couvelaire, « Le tropisme lepéniste des militaires dans les umes », le Monde, 15 juillet 2019.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| FRANCE ET DOM-TOM |  | Jeunes/chômeurs/précaires   |  |
|-------------------|--|---|--|
| Tarif standard    |  |   |  |
| Hebdo             | <input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €  | <input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 € |  |
| Mensuel           | <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €  |   |  |
| Hebdo + Mensuel   | <input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 € | <input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 € |  |
| Promotion d'essai | Hebdo + 1 Mensuel offert   | <input type="checkbox"/> 3 mois 10 €                                    |  |

ÉTRANGER  
 Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

| Tarif standard                              |   | Jeunes/chômeurs/précaires                   |   |
|---|---|---|---|
| Hebdo                                       | Hebdo + Mensuel                             | Hebdo                                       | Hebdo + Mensuel                             |
| <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre | <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre |

Titulaire du compte à débiter  
 Nom : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Code postal : ..... Ville : .....  
 Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
 IBAN : .....  
 BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
 En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
 Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)